

# ARAB TUNISIAN LEASE



Société Anonyme au capital de 25 000 000 dinars  
divisé en 25 000 000 actions de nominal 1 dinar

Siège social : Ennour Building – Centre Urbain Nord 1082 Mahragène  
Registre du Commerce : B157711996  
Tél : 70 135 000 – Fax : 71 767 300

**L'ATL est notée BBB- (tun) à long terme avec perspective d'évolution stable et F3 (tun) à court terme par l'agence de notation Fitch Ratings le 06/04/2017 et confirmée le 09/06/2017**

## Actualisation du document de référence « ATL 2017 » enregistré par le CMF le 30/06/2017 sous le n°17-002

La présente actualisation du document de référence a été enregistrée par le CMF le **30 NOV. 2017** sous le n°17-002/A001. En application de l'article 14 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne. Elle complète le document de référence enregistré le 30/06/2017 sous le n°17-002. Cette actualisation du document de référence a été établie par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

### Responsable de l'information

**M. Raouf HARZI**, Directeur du Contrôle de gestion et Suivi des risques  
ATL – Ennour Building – Centre Urbain Nord – 1082– Mahragène  
Tél : 70 135 036 – Fax : 71 235 050

### Intermédiaire en Bourse chargé de l'actualisation du document de référence



**BNA Capitaux**  
Complexe Le Banquier Avenue Tahar HADDAD 1053 Les Berges du lac  
Tél : (+216) 71 139 500 Fax : (+216) 71 656 299

Le document de référence « ATL 2017 » enregistré par le CMF en date du 30/06/2017 sous le n°17-002 ainsi que la présente actualisation, sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de l'ATL – Ennour Building – Centre Urbain Nord – 1082– Mahragène; de la BNA Capitaux intermédiaire en bourse –Complexe « Le Banquier », Avenue Tahar HADDAD – les Berges du Lac – 1053– Tunis et sur les sites Internet du CMF [www.cmf.tn](http://www.cmf.tn) et de l'ATL : [www.atl.com.tn](http://www.atl.com.tn).

Ils ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par le CMF.



**Novembre 2017**

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b> .....	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES</b> .....	<b>5</b>
1.1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE .....	5
1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	5
1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES : .....	5
1.4. ATTESTATION DE L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE CHARGE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	6
1.5. RESPONSABLE DE L'INFORMATION .....	7
<b>CHAPITRE 2 : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL</b> .....	<b>8</b>
2.1. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 29/09/2017 .....	8
2.1.1. Structure du capital au 29/09/2017 .....	8
2.1.2. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 29/09/2017 .....	8
2.1.3. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 29/09/2017 .....	9
2.1.4. Nombre d'actionnaires au 29/09/2017 .....	9
2.2. MARCHE DES TITRES DE L'ATL .....	9
<b>CHAPITRE 3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET SON EVOLUTION</b> .....	<b>11</b>
3.1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU 30/06/2017 .....	11
3.1.1. EVOLUTION DES APPROBATIONS .....	11
3.1.2. EVOLUTION DES MISES EN FORCES .....	12
3.1.3. EVOLUTION DE L'ENCOURS FINANCIER.....	13
3.2. ACTIVITE DE LA SOCIETE AU 30/09/2017.....	14
3.2.1. EVOLUTION DES APPROBATIONS .....	14
3.2.2. EVOLUTION DES MISES EN FORCE .....	15
3.2.3. EVOLUTION DE L'ENCOURS FINANCIER.....	16
3.3. INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS AU 30/09/2017 .....	17
3.4. DEPENDANCE DE L'ATL AU 30/06/2017 .....	18
<b>CHAPITRE 4 : PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTAT</b> .....	<b>19</b>
4.1. PATRIMOINE DE LA SOCIETE AU 30 JUIN 2017.....	19
4.1.1. Etat des immobilisations propres corporelles et incorporelles .....	19
4.1.2. Immobilisations financières .....	20
4.1.3. Créances issues d'opérations de leasing .....	21
4.2. PRINCIPALES ACQUISITIONS ET CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, INCORPORELLES ET FINANCIERES POSTERIEURES AU 30/06/2017 .....	22
4.3. ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2017 .....	23
4.3.1. Bilan arrêté au 30 juin 2017.....	23
4.3.2. Etat des engagements hors bilan arrêté au 30 juin 2017 .....	24
4.3.3. Etat de résultat arrêté au 30 juin 2017 .....	25
4.3.4. Etat de flux de trésorerie arrêté au 30 juin 2017 .....	26
4.3.5. Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2017.....	27
4.3.6. Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017 .....	72
4.3.7. Notes explicatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017 .....	72
4.3.8. Notes rectificatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017 .....	73
4.3.9. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2017 .....	75
4.4. Les engagements financiers au 30 juin 2017.....	77
4.5. Encours des emprunts émis par l'ATL au 30/06/2017 .....	78
4.6. STRUCTURE DES SOUSCRIPTEURS PAR CATEGORIE A L'EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE « ATL SUBORDONNE 2017 » .....	81
4.7. SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION COMPARES AU 30/06/2017.....	82
4.8. TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2017 .....	83
4.9. EVOLUTION DES PRODUITS NETS ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION.....	84
4.10. EVOLUTION DU BENEFICE NET .....	84
4.11. EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT .....	84
4.12. INDICATEURS DE GESTION ET RATIOS .....	85
- <i>INDICATEURS DE GESTION</i> .....	85

-	<i>RATIOS PROPRES AUX SOCIETES DE LEASING</i> .....	85
-	<i>RATIOS DE STRUCTURE</i> .....	85
-	<i>RATIOS DE GESTION</i> .....	86
-	<i>RATIOS DE RENTABILITE</i> .....	86
4.13.	COMPORTEMENT BOURSIER DE L’ACTION ATL.....	87
<b>CHAPITRE 5 : ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES .....</b>		<b>88</b>
<b>CHAPITRE 6 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D’AVENIR.....</b>		<b>89</b>
6.1.	EVOLUTION RECENTE.....	89
6.2.	ANALYSE DES PERFORMANCES REALISEES AU 30/09/2017 PAR RAPPORT AUX PREVISIONS RELATIVES A L’EXERCICE	
2017	.....	89

## PREAMBULE

**Suite à la promulgation de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, plusieurs dispositions ont été introduites touchant notamment la bonne gouvernance, le capital minimum exigé pour exercer l'activité, le contrôle, les seuils de participation dans d'autres sociétés, etc .... avec l'imposition de délais bien déterminés pour respecter ces nouvelles dispositions. Dans ce cadre, l'ATL s'engage à se conformer aux nouvelles exigences de la loi susmentionnée et à régulariser, le cas échéant, sa situation dans les délais fixés par ladite loi.**

La présente actualisation constitue une mise à jour du document de référence de l'ATL « ATL 2017 » enregistré par le CMF le 30/06/2017 sous le n°17-002 et a obtenu le 10/07/2017 le visa du CMF n°17-0973 sur la note d'opération relative à l'émission de l'emprunt obligataire subordonné « ATL Subordonné 2017 » de 20MD. Elle a été établie en application des dispositions de l'article 12 du Règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne.

L'objet de cette actualisation est de porter les changements nécessaires au document de référence « ATL 2017 » suite à la publication des états financiers intermédiaires au 30/06/2017 ainsi que les indicateurs d'activité relatifs au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017.

Les approbations sont passées de 178,0MD au 30/06/2016 à 211,4MD au 30/06/2017, soit une progression de 18,8%.

Les mises en force sont passées de 158,5MD au 30/06/2016 à 191,4MD au 30/06/2017, soit une progression de 20,8%.

L'encours financier est passé de 498,1MD au 30/06/2016 à 535,9MD au 30/06/2017, soit une progression 7,6%.

Le produit net de leasing de l'ATL s'est élevé à 12,5MD soit une croissance de 6,6% et son résultat net s'est établi à 3,1MD, soit une hausse de 4% par rapport à la même période de l'exercice 2016.

A fin juin 2017, l'ATL affiche un taux de créances classées de 10,15% et un taux de couverture par les provisions et agios réservés de 57,24%.

Au 30/09/2017, ATL a enregistré une évolution de ses approbations de 23,9% à 289,1MD, des mises en forces de 23,4% à 264MD et de l'encours de 17,3% à 580,8MD.

La société ATL est détenue à hauteur de 32,62% par l'ATB, 10,67% par Ennakl Automobiles et 10% par la BNA.

Hormis ce qui est mentionné dans la présente actualisation du document de référence, ATL estime qu'elle ne dispose pas d'autres informations susceptibles d'être portées à la connaissance du public.

## Chapitre 1 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

### 1.1. Responsable de l'actualisation du document de référence

**M. Slimene BETTAIEB**  
Directeur Général de l'Arab Tunisian Lease

### 1.2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence

« A notre connaissance, les données de la présente actualisation du document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

**Arab Tunisian Lease**  
**Le Directeur Général**  
**M. Slimene BETTAIEB**



### 1.3. Responsables du contrôle des comptes :

#### Etats financiers intermédiaires au 30/06/2017:

- La Générale d'Audit et Conseil, Membre de CPA International , Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie  
Adresse: 9, Place Ibn Hafs - Mutuelleville 1002 Tunis
- Financial Auditing & Consulting, Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie  
Adresse: 22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2087 Ariana.

#### Avis des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017

Les états financiers intermédiaires de l'ATL arrêtés au 30/06/2017 ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la Générale d'Audit et Conseil représentée par M. Chiheb GHANMI et par Financial Auditing & Consulting représentée par M. Mohamed Neji HERGLI selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410 qui ont émis un avis sans réserves.

Toutefois, les commissaires aux comptes ont émis l'observation suivante:

« **Paragraphe d'observation:**

Nous attirons l'attention sur la Note 43 aux états financiers qui décrit deux éventualités dont l'issue finale ne peut actuellement être anticipée (contrôle social approfondi et procédure arbitrale enclenchée à l'encontre de l'ATL par une société de recouvrement). Cette note indique qu'une provision pour risques de 130.000 DT a été constituée à l'égard de la première et qu'aucune provision de même nature n'a été constituée à l'égard de la seconde.

Notre conclusion ne comporte pas de réserves concernant cette question. »

**Attestation des commissaires aux comptes**

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans la présente actualisation du document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées ».

**Les Commissaires aux Comptes**

<p><b>La Générale d'Audit &amp; Conseil</b> <b>M. Chiheb GHNAMI</b></p>  	<p><b>Financial Auditing &amp; Consulting</b> <b>M. Mohamed Neji HERGLI</b></p>  
---	--

**1.4. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'actualisation du document de référence**

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité de la présente actualisation du document de référence. »

**Le Directeur Général**  
**M. Kamel GUESMI**



## 1.5. Responsable de l'information

**M. Raouf HARZI**

Directeur du Contrôle de gestion et Suivi des risques

Tél : 70 135 036 – Fax : 71 235 050



## Chapitre 2 : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL

### 2.1. Répartition du capital et des droits de vote au 29/09/2017

#### 2.1.1. Structure du capital au 29/09/2017

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
<b>Actionnaires tunisiens</b>	<b>1 363</b>	<b>24 997 332</b>	<b>24 997 332</b>	<b>99,99%</b>
<i>Personnes morales</i>	<b>83</b>	<b>18 714 025</b>	<b>18 714 025</b>	<b>74,86%</b>
Ayant 3% et plus	5	15 007 842	15 007 842	60,03%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	8	2 157 917	2 157 917	8,63%
Public ayant au maximum 0,5%	70	1 548 266	1 548 266	6,19%
<i>Personnes physiques</i>	<b>1 280</b>	<b>6 283 307</b>	<b>6 283 307</b>	<b>25,13%</b>
Ayant 3% et plus	1	1 163 908	1 163 908	4,66%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	6	1 659 532	1 659 532	6,64%
Public ayant au maximum 0,5%	1 273	3 459 867	3 459 867	13,84%
<b>Actionnaires étrangers</b>	<b>2</b>	<b>2 490</b>	<b>2 490</b>	<b>0,01%</b>
<i>Personnes morales</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Public ayant au maximum 0,5%	0	0	0	0,00%
<i>Personnes physiques</i>	<b>2</b>	<b>2 490</b>	<b>2 490</b>	<b>0,01%</b>
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Public ayant au maximum 0,5%	2	2 490	2 490	0,01%
<b>Rompus</b>		<b>178</b>	<b>178</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>1 365</b>	<b>25 000 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>100,00%</b>

#### 2.1.2. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 29/09/2017

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
ATB	8 154 021	8 154 021	32,62%
ENNAKL Automobiles	2 666 921	2 666 921	10,67%
BNA	2 500 000	2 500 000	10,00%
DRISS MOHAMED SADOK	1 163 908	1 163 908	4,66%
SEFINA SICAF	936 900	936 900	3,75%
PIRECO	750 000	750 000	3,00%
<b>Total</b>	<b>16 171 750</b>	<b>16 171 750</b>	<b>64,69%</b>

### 2.1.3. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 29/09/2017

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
<b><u>Président</u></b>			
M. Ferid ABBES	600	600	0,002%
<b><u>Directeur Général</u></b>			
M. Slimene BETTAIEB	3 930	3 930	0,016%
<b><u>Directeur Général Adjoint</u></b>			
M. Zouheir TANBOURA	3 092	3 092	0,012%
<b><u>Administrateurs</u></b>			
Arab Tunisian Bank	8 154 021	8 154 021	32,616%
ENNAKL Automobiles	2 666 921	2 666 921	10,668%
BNA	2 500 000	2 500 000	10,000%
ATI SICAF	70 000	70 000	0,280%
M. Fethi BLANCO (mandaté par l'ATB)	0	0	0,000%
M. Ammar TLILI (mandaté par la BNA)	0	0	0,000%
M. Ezzeddine SAIDEN (membre indépendant)	15 000	15 000	0,060%
M. Laaroussi BOUZIRI (membre indépendant)	1 464	1 464	0,006%
Mme.Maha Najjar TAJINA (mandaté par l'ATB)	0	0	0,000%
M. Ridha ZERZRI (membre représentant les actionnaires minoritaires)	38 000	38 000	0,152%
M.Lassaad JAZIRI (mandaté par l'ATB)	0	0	0,000%
<b>Total</b>	<b>13 453 028</b>	<b>13 453 028</b>	<b>53,812%</b>

### 2.1.4. Nombre d'actionnaires au 29/09/2017

Au 29/09/2017, le capital de l'ATL est réparti entre 1 365 actionnaires :

- 83 personnes morales
- 1 282 personnes physiques

## 2.2. Marché des titres de l'ATL

Les titres de capital de l'ATL sont négociés sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les titres de créance de l'ATL sont négociés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Au 16/10/2017, Il existe 13 emprunts obligataires en cours, émis par l'ATL et cotés sur le marché obligataire sur 27 lignes de cotation.

Il s'agit de :

Intitulé	Montant de l'emprunt (en Dinars)	Notation	Date de jouissance	Échéance annuelle	Encours au 16/10/2017 (en Dinars)
"ATL 2008 subordonné" – 10 ans** - Taux:7%	1 000 000				
"ATL 2008 subordonné" – 10 ans**- Taux : TMM+1,5%	14 000 000	BB+	22/08/2008	22-août	3 000 000
"ATL 2010/2" - 7 ans* - Taux: 5,50%	25 950 000				
"ATL 2010/2" - 7 ans* - Taux: TMM +1%	9 050 000	BBB	30/12/2010	30-déc	7 000 000
"ATL 2011" – 7 ans* - Taux: 6,25%	30 000 000	BBB	13/02/2012	13-févr	12 000 000
"ATL 2013/1" - 7 ans* - Taux: 6,8%	29 800 000				
"ATL 2013/1" - 7 ans* - Taux: TMM +1,9%	200 000	BBB	22/04/2013	22-avr	18 000 000
"ATL 2013/2" - 7 ans* - Taux: 7,2%	26 000 000				
"ATL 2013/2" - 7 ans* - Taux: TMM +1,9%	10 000 000	BBB	15/11/2013	15-nov	28 800 000
"ATL 2014/1" - 5 ans - Taux: 7,3%	20 000 000				
"ATL 2014/2" - 5 ans - Taux: 7,2%	6 570 000				
"ATL 2014/2" - 5 ans - Taux: TMM +1,9%	4 000 000	BBB	19/05/2014	19-mai	11 772 000
"ATL 2014/2" - 7 ans* - Taux: 7,35%	9 430 000				
"ATL 2014/3" - 5 ans - Taux: 7,60%	19 920 000				
"ATL 2014/3" - 7 ans* - Taux: 7,80%	20 080 000	BBB	09/02/2015	09-févr	32 032 000
"ATL 2015/1" - 5 ans - Taux: 7,65%	2 500 000				
"ATL 2015/1" - 5 ans - Taux: TMM + 2,30%	6 000 000	BBB	13/07/2015	13-juil	36 600 000
"ATL 2015/1" - 7 ans* - Taux: 7,85%	31 500 000				
"ATL 2015/2" - 5 ans - Taux: 7,5%	11 200 000				
"ATL 2015/2" - 5 ans - Taux: TMM + 2,35%	2 850 000	BBB	25/02/2016	25-févr	37 190 000
"ATL 2015/2" - 7 ans* - Taux: 7,75%	25 950 000				
"ATL 2016/1" - 5 ans - Taux: 7,5%	9 300 000				
"ATL 2016/1" - 7 ans* - Taux: 7,75%	20 700 000	BBB	27/06/2016	27-juin	28 140 000
"ATL 2017/1" - 5 ans - Taux: 7,55%	10 454 000				
"ATL 2017/1" - 5 ans - Taux: TMM + 2,35%	5 000 000	BBB	15/03/2017	15-mars	50 000 000
"ATL 2017/1" - 7 ans* - Taux: 7,8%	34 546 000				
"ATL subordonné 2017" – 7ans* - Taux: 7,9%	20 000 000	BB	16/10/2017	16-oct	20 000 000
<b>Total</b>					<b>292 534 000</b>

\* avec 2 ans de franchise

\*\* avec 5 ans de franchise

## Chapitre 3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET SON EVOLUTION

### 3.1. Description de l'activité de la société au 30/06/2017

Durant le premier semestre 2017, la part de marché de l'ATL dans le total des approbations du secteur s'est élevée à 14,4% contre 13,5% à la même période en 2016.

Les mises en force sont passées de 158,5MD au 30/06/2016 à 191,4MD au 30/06/2017, soit une évolution de 20,8%.

L'encours de l'ATL au 30/06/2017 représente 14,5% de l'encours du secteur alors qu'il représentait 15,9% de ce dernier à la même date en 2016.

#### Situation de l'ATL par rapport au secteur au 30/06/2017

(en MD)	Secteur*			ATL			Part de l'ATL		
	juin-17	juin-16	déc-16	juin-17	juin-16	déc-16	juin-17	juin-16	déc-16
Approbations	1 569,9	1 234,4	2 418,0	211,4	178,0	315,2	13,5%	14,4%	13,0%
Mises en force	1 214,1	913,2	1 862,0	191,4	158,5	268,9	15,8%	17,4%	14,4%
Encours	3 699,1	3 139,5	3 339,0	535,9	498,1	495,0	14,5%	15,9%	14,8%

\*Source : CIL

#### 3.1.1. Evolution des approbations

La répartition des approbations par type de produit se présente comme suit :

#### Evolution des approbations

(en MD)	juin-17	juin-16	déc-16	Var Juin-17 / Juin-16
Approbations mobilières	208,1	161,9	297,8	28,5%
Approbations immobilières	3,3	16,1	17,4	-79,5%
<b>Total</b>	<b>211,4</b>	<b>178,0</b>	<b>315,2</b>	<b>18,8%</b>

#### Répartition sectorielle des approbations

(en MD)	juin-17		juin-16		déc-16		Var Juin-17 / Juin-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Agriculture	19,8	9,4%	18,0	10,1%	34,5	10,9%	10,0%
BTP	36,7	17,4%	35,0	19,7%	59,7	18,9%	4,9%
Industrie	35,1	16,6%	25,0	14,0%	42,5	13,5%	40,4%
Service	100,7	47,6%	91,1	51,2%	164,0	52,0%	10,5%
Tourisme	19,1	9,0%	8,9	5,0%	14,5	4,6%	114,6%
<b>Total</b>	<b>211,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>178,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>315,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>18,8%</b>

### Répartition des approbations par type d'équipement

(en MD)	juin-17		juin-16		déc-16		Var Juin-17 / Juin-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
<b><u>MOBILIER</u></b>							
Matériel de transport lourd	44,2	20,9%	36,7	20,6%	57,1	18,1%	20,4%
Matériel de transport léger	100,4	47,5%	82,5	46,3%	149,3	47,4%	21,7%
Matériel industriel	29,4	13,9%	12,5	7,0%	23,4	7,4%	135,2%
Matériel médical	9,0	4,3%	5,3	3,0%	19,3	6,1%	69,8%
Matériel de BTP	25,1	11,9%	24,9	14,0%	48,7	15,5%	0,8%
<b>Sous-total</b>	<b>208,1</b>	<b>98,4%</b>	<b>161,9</b>	<b>91,0%</b>	<b>297,8</b>	<b>94,5%</b>	<b>28,5%</b>
<b><u>IMMOBILIER</u></b>							
Immobilier	3,3	1,6%	16,1	9,0%	17,4	5,5%	-79,5%
<b>Sous-total</b>	<b>3,3</b>	<b>1,6%</b>	<b>16,1</b>	<b>9,0%</b>	<b>17,4</b>	<b>5,5%</b>	<b>-79,5%</b>
<b>Total</b>	<b>211,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>178,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>315,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>18,8%</b>

### 3.1.2. Evolution des mises en forces

Au 30/06/2017, le montant des mises en force a enregistré une progression de 20,8% par rapport à la même période de 2016, passant de 158,5MD à 191,4MD.

La structure des mises en force par secteur se présente comme suit :

### Répartition sectorielle des mises en force

(en MD)	juin-17		juin-16		déc-16		Var Juin-17 / Juin-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Agriculture	19,0	9,9%	18	11,4%	32,1	11,9%	5,6%
BTP	31,9	16,7%	29,2	18,4%	46,0	17,1%	9,2%
Industrie	27,4	14,3%	25,8	16,3%	38,6	14,4%	6,2%
Service	101,7	53,1%	78,4	49,5%	140,2	52,1%	29,7%
Tourisme	11,4	6,0%	7,1	4,5%	12,0	4,5%	60,6%
<b>Total</b>	<b>191,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>158,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>268,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>20,8%</b>

### Répartition des mises en force par type d'équipement

(en MD)	juin-17		juin-16		déc-16		Var Juin-17 / Juin-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
<b><u>MOBILIER</u></b>							
Matériel de transport lourd	34,9	18,2%	29,2	18,4%	48,0	17,9%	19,5%
Matériel de transport léger	91,8	48,0%	78,7	49,7%	138,5	51,5%	16,6%
Matériel industriel	20,8	10,9%	6,8	4,3%	11,1	4,1%	205,9%
Matériel médical	13,9	7,3%	8,2	5,2%	16,4	6,1%	69,5%
Matériel de BTP	24,2	12,6%	24,5	15,5%	40,5	15,1%	-1,2%
<b>Sous-total</b>	<b>185,6</b>	<b>97,0%</b>	<b>147,4</b>	<b>93,0%</b>	<b>254,5</b>	<b>94,6%</b>	<b>25,9%</b>
<b><u>IMMOBILIER</u></b>							
Immobilier	5,8	3,0%	11,1	7,0%	14,4	5,4%	-47,7%
<b>Sous-total</b>	<b>5,8</b>	<b>3,0%</b>	<b>11,1</b>	<b>7,0%</b>	<b>14,4</b>	<b>5,4%</b>	<b>-47,7%</b>
<b>Total</b>	<b>191,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>158,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>268,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>20,8%</b>

### 3.1.3. Evolution de l'encours financier

#### Répartition de l'encours financier par secteur

(en MD)	juin-17		juin-16		déc-16		Var Juin-17 / Juin-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Agriculture	52,4	9,8%	50,3	10,1%	50,8	10,3%	4,2%
BTP	85,0	15,9%	84,6	17,0%	82,2	16,6%	0,5%
Industrie	64,8	12,1%	74,6	15,0%	72,1	14,6%	-13,1%
Service	309,8	57,8%	265,4	53,3%	269,7	54,5%	16,7%
Tourisme	23,9	4,5%	23,2	4,7%	20,2	4,1%	3,0%
<b>Total</b>	<b>535,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>498,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>495,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,6%</b>

#### Répartition de l'encours financier par type d'équipement

(en MD)	juin-17		juin-16		déc-16		Var Juin-17 / Juin-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
<b><u>MOBILIER</u></b>							
Matériel de transport lourd	84,9	15,8%	85,8	17,2%	82,5	16,7%	-1,0%
Matériel de transport léger	248,6	46,4%	225,3	45,2%	229,3	46,3%	10,3%
Matériel industriel	38,7	7,2%	30,4	6,1%	29,0	5,9%	27,3%
Matériel médical	53,3	9,9%	49,6	10,0%	46,8	9,5%	7,5%
Matériel de BTP	70,5	13,2%	76,7	15,4%	76,4	15,4%	-8,1%
<b>Sous-total</b>	<b>496,0</b>	<b>92,6%</b>	<b>467,8</b>	<b>93,9%</b>	<b>464,0</b>	<b>93,7%</b>	<b>6,0%</b>
<b><u>IMMOBILIER</u></b>							
Immobilier	39,9	7,4%	30,3	6,1%	31,0	6,3%	31,7%
<b>Sous-total</b>	<b>39,9</b>	<b>7,4%</b>	<b>30,3</b>	<b>6,1%</b>	<b>31,0</b>	<b>6,3%</b>	<b>31,7%</b>
<b>Total</b>	<b>535,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>498,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>495,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,6%</b>

#### Rapprochement entre l'encours comptable et l'encours financier

(en MD)	juin-17	juin-16	déc-16
Encours financier	535,9	498,1	495,0
Réajustement de l'encours financier	-16,3	-33,1	-3,4
<b>Encours comptable</b>	<b>519,6</b>	<b>465,0</b>	<b>491,6</b>

## Evolution des engagements de la société entre juin 2016 et juin 2017

(en Dinars)	juin-17	juin-16	déc-16
Créances courantes (classe 0 et 1) (Bilan et Hors Bilan)*	545 083 877	492 208 030	520 239 820
<b>Créances classées (1)*</b>	<b>57 452 686</b>	<b>44 767 461</b>	<b>38 747 932</b>
<i>Classe 2</i>	15 985 464	10 196 980	6 825 639
<i>Classe 3</i>	12 486 501	5 080 237	2 312 383
<i>Classe 4</i>	28 980 721	29 490 244	29 609 910
<b>Total des engagements (Bilan et Hors Bilan) (2)*</b>	<b>602 536 563</b>	<b>536 975 491</b>	<b>558 987 752</b>
<b>Total brut des créances (Bilan) (3)*</b>	<b>566 040 908</b>	<b>507 838 738</b>	<b>525 021 794</b>
<b>Provisions et agios réservés sur créances classées (4)</b>	<b>32 886 321</b>	<b>29 143 023</b>	<b>28 456 927</b>
<i>Provisions affectées</i>	28 391 353	25 411 005	25 105 449
<i>Produits réservés</i>	4 308 267	3 302 967	3 117 290
<i>Provisions additionnelles</i>	186 701	429 051	234 188
Provisions collectives (5)	3 080 521	3 080 521	3 080 521
<b>Engagements nets (2)-(4)-(5)</b>	<b>566 569 721</b>	<b>504 751 947</b>	<b>527 450 304</b>
<b>Ratio des créances classées (1)/(3)</b>	<b>10,15%</b>	<b>8,82%</b>	<b>7,38%</b>
<b>Ratio de couverture des créances classées (le cumul des produits réservés et des provisions sur créances classées) (4)/(1)</b>	<b>57,24%</b>	<b>65,10%</b>	<b>73,44%</b>

\*En tenant compte des avances reçues

### 3.2. Activité de la société au 30/09/2017

Durant les neuf premiers mois de 2017, la part de marché de l'ATL dans le total des approbations du secteur s'est élevée à 13,2% contre 13,6% à la même période de 2016.

Les mises en force sont passées de 214MD au 30/09/2016 à 264MD au 30/09/2017, soit une évolution de 23,4%.

L'encours de l'ATL au 30/09/2017 représente 15% de l'encours du secteur alors qu'il représentait 15,5% de ce dernier à la même date en 2016.

#### Situation de l'ATL par rapport au secteur au 30/09/2017

(en MD)	Secteur*			ATL			Part de l'ATL		
	sept-17	sept-16	déc-16	sept-17	sept-16	déc-16	sept-17	sept-16	déc-16
Approbations	2 197,5	1 719,4	2 418,0	289,1	233,4	315,2	13,2%	13,6%	13,0%
Mises en force	1 732,3	1 337,8	1 862,0	264,0	214,0	268,9	15,2%	16,0%	14,4%
Encours	3 878,4	3 197,7	3 339,0	580,8	495,0	495,0	15,0%	15,5%	14,8%

\*Source : CIL

#### 3.2.1. Evolution des approbations

La répartition des approbations par type de produit se présente comme suit :

##### Evolution des approbations

(en MD)	sept-17	sept-16	déc-16	Var Sept-17 / Sept-16
Approbations mobilières	285,0	218,0	297,8	30,7%
Approbations immobilières	4,1	15,4	17,4	-73,4%
<b>Total</b>	<b>289,1</b>	<b>233,4</b>	<b>315,2</b>	<b>23,9%</b>

### Répartition sectorielle des approbations

(en MD)	sept-17		sept-16		déc-16		Var Sept-17 / Sept-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Agriculture	25,8	8,9%	25,1	10,8%	34,5	10,9%	2,8%
BTP	51,3	17,7%	45,7	19,6%	59,7	18,9%	12,3%
Industrie	45,7	15,8%	31,5	13,5%	42,5	13,5%	45,1%
Service	141,0	48,8%	119,7	51,3%	164,0	52,0%	17,8%
Tourisme	25,3	8,8%	11,4	4,9%	14,5	4,6%	121,9%
<b>Total</b>	<b>289,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>233,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>315,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>23,9%</b>

### Répartition des approbations par type d'équipement

(en MD)	sept-17		sept-16		déc-16		Var Sept-17 / Sept-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
<b><u>MOBILIER</u></b>							
Matériel de transport lourd	60,1	20,8%	40,7	17,4%	57,1	18,1%	47,7%
Matériel de transport léger	137,3	47,5%	112,0	48,0%	149,3	47,4%	22,6%
Matériel industriel	35,8	12,4%	16,0	6,9%	23,4	7,4%	123,8%
Matériel médical	17,0	5,9%	15,6	6,7%	19,3	6,1%	9,0%
Matériel de BTP	34,8	12,0%	33,7	14,4%	48,7	15,5%	3,3%
<b>Sous-total</b>	<b>285,0</b>	<b>98,6%</b>	<b>218,0</b>	<b>93,4%</b>	<b>297,8</b>	<b>94,5%</b>	<b>30,7%</b>
<b><u>IMMOBILIER</u></b>							
Immobilier	4,1	1,4%	15,4	6,6%	17,4	5,5%	-73,4%
<b>Sous-total</b>	<b>4,1</b>	<b>1,4%</b>	<b>15,4</b>	<b>6,6%</b>	<b>17,4</b>	<b>5,5%</b>	<b>-73,4%</b>
<b>Total</b>	<b>289,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>233,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>315,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>23,9%</b>

### 3.2.2. Evolution des mises en force

Au 30/09/2017, le montant des mises en force a enregistré une progression de 23,4% par rapport à la même période de 2016.

La structure des mises en force par secteur se présente comme suit :

### Répartition sectorielle des mises en force

(en MD)	sept-17		sept-16		déc-16		Var Sept-17 / Sept-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Agriculture	25,7	9,7%	25,2	11,8%	32,1	11,9%	2,0%
BTP	44,6	16,9%	38,0	17,8%	46,0	17,1%	17,4%
Industrie	40,7	15,4%	33,0	15,4%	38,6	14,4%	23,3%
Service	132,7	50,3%	108,4	50,7%	140,2	52,1%	22,4%
Tourisme	20,3	7,7%	9,4	4,4%	12,0	4,5%	116,0%
<b>Total</b>	<b>264,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>214,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>268,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>23,4%</b>

### Répartition des mises en force par type d'équipement

(en MD)	sept-17		sept-16		déc-16		Var Sept-17 / Sept-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
<b><u>MOBILIER</u></b>							
Matériel de transport lourd	49,6	18,8%	34,1	15,9%	48,0	17,9%	45,5%
Matériel de transport léger	126,7	48,0%	106,0	49,5%	138,5	51,5%	19,5%
Matériel industriel	33,0	12,5%	9,4	4,4%	11,1	4,1%	251,1%
Matériel médical	18,8	7,1%	11,8	5,5%	16,4	6,1%	59,3%
Matériel de BTP	30,0	11,4%	39,5	18,5%	40,5	15,1%	-24,1%
<b>Sous-total</b>	<b>258,1</b>	<b>97,8%</b>	<b>200,8</b>	<b>93,8%</b>	<b>254,5</b>	<b>94,6%</b>	<b>28,5%</b>
<b><u>IMMOBILIER</u></b>							
Immobilier	5,9	2,2%	13,2	6,2%	14,4	5,4%	-55,3%
<b>Sous-total</b>	<b>5,9</b>	<b>2,2%</b>	<b>13,2</b>	<b>6,2%</b>	<b>14,4</b>	<b>5,4%</b>	<b>-55,3%</b>
<b>Total</b>	<b>264,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>214,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>268,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>23,4%</b>

### 3.2.3. Evolution de l'encours financier

#### Répartition de l'encours financier par secteur

(en MD)	sept-17		sept-16		déc-16		Var Sept-17 / Sept-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Agriculture	54,0	9,3%	50,3	10,2%	50,8	10,3%	7,4%
BTP	100,3	17,3%	82,2	16,6%	82,2	16,6%	22,0%
Industrie	88,9	15,3%	73,0	14,7%	72,1	14,6%	21,8%
Service	307,4	52,9%	268,3	54,2%	269,7	54,5%	14,6%
Tourisme	30,2	5,2%	21,2	4,3%	20,2	4,1%	42,5%
<b>Total</b>	<b>580,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>495,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>495,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>17,3%</b>

#### Répartition de l'encours financier par type d'équipement

(en MD)	sept-17		sept-16		déc-16		Var Sept-17 / Sept-16
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
<b><u>MOBILIER</u></b>							
Matériel de transport lourd	91,2	15,7%	83,6	16,9%	82,5	16,7%	9,1%
Matériel de transport léger	270,6	46,6%	221,8	44,8%	229,3	46,3%	22,0%
Matériel industriel	41,2	7,1%	30,2	6,1%	29,0	5,9%	36,4%
Matériel médical	56,4	9,7%	47,4	9,6%	46,8	9,5%	19,0%
Matériel de BTP	81,8	14,1%	72,2	14,6%	76,4	15,4%	13,3%
<b>Sous-total</b>	<b>541,2</b>	<b>93,2%</b>	<b>455,2</b>	<b>92,0%</b>	<b>464,0</b>	<b>93,7%</b>	<b>18,9%</b>
<b><u>IMMOBILIER</u></b>							
Immobilier	39,6	6,8%	39,8	8,0%	31,0	6,3%	-0,5%
<b>Sous-total</b>	<b>39,6</b>	<b>6,8%</b>	<b>39,8</b>	<b>8,0%</b>	<b>31,0</b>	<b>6,3%</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Total</b>	<b>580,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>495,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>495,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>17,3%</b>

### 3.3. Indicateurs d'activité trimestriels au 30/09/2017

(en mD)	3 <sup>ème</sup> trimestre			Cumul à la fin du 3 <sup>ème</sup> trimestre			Exercice 2016 <sup>(1)</sup>
	2017	2016	variation	2017	2016	variation	
<b>Total Approbations</b>	<b>77 652</b>	<b>56 174</b>	<b>38,2%</b>	<b>289 105</b>	<b>233 446</b>	<b>23,8%</b>	<b>315 212</b>
<b>Sous total Approbations Mobilières</b>	<b>76 827</b>	<b>56 174</b>	<b>36,8%</b>	<b>284 974</b>	<b>218 044</b>	<b>30,7%</b>	<b>297 806</b>
Agriculture	5 920	7 077	-16,3%	25 751	25 115	2,5%	34 477
Bâtiments & travaux publics	14 571	10 676	36,5%	51 219	45 721	12,0%	59 669
Industrie	10 319	6 586	56,7%	45 083	24 039	87,5%	35 030
Service et commerce	39 798	29 072	36,9%	137 614	111 754	23,1%	154 165
Tourisme	6 219	2 763	125,1%	25 307	11 415	121,7%	14 466
<b>Sous total Approbations Immobilières</b>	<b>825</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>4 131</b>	<b>15 402</b>	<b>-73,2%</b>	<b>17 406</b>
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiments & travaux publics	-	-	-	90	-	100%	56
Industrie	269	-	100%	619	7 508	-91,8%	7 508
Service et commerce	556	-	100%	3 422	7 894	-56,7%	9 842
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Mises en Force</b>	<b>72 650</b>	<b>55 563</b>	<b>30,8%</b>	<b>264 033</b>	<b>213 988</b>	<b>23,4%</b>	<b>268 940</b>
<b>Sous total Mises en Force Mobilières</b>	<b>72 548</b>	<b>53 311</b>	<b>36,1%</b>	<b>258 105</b>	<b>200 768</b>	<b>28,6%</b>	<b>254 539</b>
Agriculture	6 764	7 165	-5,6%	25 737	25 218	2,1%	32 136
Bâtiments & travaux publics	12 695	8 812	44,1%	44 467	37 787	17,7%	45 766
Industrie	13 186	6 147	114,5%	40 120	25 280	58,7%	30 965
Service et commerce	31 023	28 737	8,0%	127 471	103 063	23,7%	133 669
Tourisme	8 880	2 450	262,4%	20 310	9 420	115,6%	12 003
<b>Sous total Mises en Force Immobilières</b>	<b>102</b>	<b>2 252</b>	<b>-95,5%</b>	<b>5 928</b>	<b>13 220</b>	<b>-55,2%</b>	<b>14 401</b>
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiments & travaux publics	-	-	-	155	240	-35,4%	240
Industrie	102	985	-89,6%	572	7 648	-92,5%	7 617
Service et commerce	0	1 267	-100,0%	5 201	5 332	-2,5%	6 545
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des engagements</b>				<b>611 945</b>	<b>506 094</b>	<b>20,9%</b>	<b>558 988</b>
Engagements courants				559 935	467 313	19,8%	520 240
Engagements classés				52 010	38 781	34,1%	38 748
Trésorerie nette				28 247	5 172	446,2%	11 491
Ressources d'emprunts <sup>(2)</sup>				478 083	389 678	22,7%	400 332
Capitaux propres <sup>(3)</sup>				70 446	68 437	2,9%	68 437
Revenus Bruts de leasing	71 404	59 354	20,3%	202 351	175 309	15,4%	243 885
Revenus Nets de leasing	13 052	11 366	14,8%	40 329	35 989	12,1%	50 754
Produits Nets de leasing <sup>(4)</sup>	6 181	5 909	4,6%	19 380	17 674	9,7%	24 340
Total des charges d'exploitation	2 512	2 089	20,2%	7 476	6 038	23,8%	8 761

(1) Données auditées

(2) Les ressources d'emprunt sont constituées de l'encours en principal des emprunts courants et non courants

(3) Les capitaux propres sont déterminés compte non tenu du résultat de la période

(4) Les produits nets de leasing sont les revenus nets de leasing majorés des autres produits d'exploitation et des produits des placements et diminués des charges financières nettes

### 3.4. Dépendance de l'ATL au 30/06/2017

La dépendance de l'ATL s'apprécie principalement par le degré de respect des règles prudentielles prévues par la circulaire de la BCT n°91-24 du 17/12/1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

#### **Article 1 :**

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la circulaire susmentionnée, le montant total des risques encourus ne doit pas excéder :

- 3 fois les fonds propres nets de l'établissement financier, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 5% ou plus desdits fonds propres nets.

**Le montant des risques encourus sur les bénéficiaires dont le risque dépasse 5% des fonds propres nets est de 7 864 337 D et il ne dépasse pas 3 fois les fonds propres nets à savoir 228 255 611D.**

- 1,5 fois les fonds propres nets de l'établissement financier, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 15% ou plus desdits fonds propres nets.

**A ce titre, aucune relation ne présente un risque dépassant 15% des fonds propres nets de l'ATL, au 30/06/2017.**

**L'article 1 est respecté.**

#### **Article 2 :**

Les risques encourus sur un même bénéficiaire, au sens de l'article 2 de la circulaire susmentionnée, ne doivent pas excéder 25 % des fonds propres nets de l'établissement financier.

**A ce titre, aucune relation ne présente un risque supérieur ou égale à 25% des fonds propres de la société.**

**L'article 2 est respecté.**

#### **Article 3 :**

Conformément à l'article 3 de la circulaire susmentionnée, le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec l'établissement financier au sens de l'article 43 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ne doit pas excéder une seule fois les fonds propres nets de l'établissement financier.

**Le total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec l'établissement financier au sens de l'article 43 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 est de 366 944 D, contre un total des fonds propres de 76 085 204 D.**

**L'article 3 est respecté.**

#### **Article 4 :**

Conformément à l'article 4 de la circulaire BCT n° 91-24, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, les fonds propres nets de l'établissement financier doivent représenter en permanence au moins 10% du total des risques encourus pondérés. De même, les fonds propres nets de base doivent représenter en permanence au moins 7% des risques encourus pondérés.

**Le montant des fonds propres nets représente environ 12,21% du total des risques encourus pondérés.**

**Fonds propres nets = 76 085 204D**

**Risques encourus = 623 014 262D**

**Le montant des fonds propres nets de base représente environ 10,75% du total des risques encourus pondérés.**

**Fonds propres nets de base = 67 004 683D**

**Risques encourus = 623 014 262D**

**L'article 4 est respecté.**

## Chapitre 4 : PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTAT

### 4.1. Patrimoine de la société au 30 Juin 2017

#### 4.1.1. Etat des immobilisations propres corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles totalisent au 30 juin 2017 une valeur nette comptable de 5 055 419DT contre 4 697 474 DT au 30 juin 2016.

Le tableau des immobilisations corporelles et des amortissements y afférents, se présente comme suit :

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes				Amortissements				Valeurs comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Cession/ Retraits	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cession/ Retraits	Fin de période	
Terrains	-	14 250	-	-	14 250	-	-	-	-	14 250
Constructions	2% & 5%	4 315 806	-	-	4 315 806	1 231 216	46 876	-	1 278 092	3 037 714
Matériel de transport	20,0%	1 406 827	432 514	233 450	1 605 891	572 748	147 756	198 910	521 595	1 084 296
Equipements de bureau	10,0%	529 743	12 195	-	541 938	375 049	11 868	-	386 917	155 021
Matériel informatique	33,3%	670 918	57 254	750	727 422	514 409	43 243	750	556 902	170 519
Installations générales	10,0%	1 160 383	46 644	-	1 207 027	572 517	40 891	-	613 408	593 619
Immobilisations en cours	-	29 181	12 861	42 042		-	-	-	-	
<b>TOTAUX</b>		<b>8 127 109</b>	<b>561 467</b>	<b>276 242</b>	<b>8 412 334</b>	<b>3 265 940</b>	<b>290 634</b>	<b>199 660</b>	<b>3 356 915</b>	<b>5 055 419</b>

*(en Dinars)*

*(\*) Parmi les éléments de la rubrique "Matériel de transport" figurent des véhicules exploités dans le cadre de contrats de location financement. La valeur brute, les amortissements cumulés et la valeur nette comptable de ces actifs se détaille, comparativement comme suit :*

*(en Dinars)*

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
+ Valeur Brute	556 655	556 655	556 655
- Amortissements antérieurs	(95 934)	(3 698)	(3 698)
- Amortissements de la période	(55 208)	(36 267)	(92 236)
<b>= Valeur Nette comptable</b>	<b>405 513</b>	<b>516 690</b>	<b>460 721</b>

Les immobilisations incorporelles englobent exclusivement le coût d'acquisition des logiciels. Elles totalisent, au 30 juin 2017, une valeur nette comptable de 6.469 DT contre 9.505 DT au 30 juin 2016. Le tableau de variation des immobilisations incorporelles et des amortissements y afférents, au cours du premier semestre de l'exercice 2017, se présente comme suit :

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Cessions/ Retraits	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Cessions/ Retraits	Fin de période	
Logiciels	33,3%	230 268	-	-	230 268	221 208	2 590	-	223 799	6 469
<b>TOTAUX</b>		<b>230 268</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>230 268</b>	<b>221 208</b>	<b>2 590</b>	<b>-</b>	<b>223 799</b>	<b>6 469</b>

*(en Dinars)*

#### 4.1.2. Immobilisations financières

Le portefeuille d'investissement net des provisions corrélatives de la société s'élève, au 30 juin 2017, à 15.309.015 DT contre 12.975.552 DT au 30 juin 2016. Cette rubrique se détaille comme suit :

DESIGNATION	Nombre de titres	Valeur nominale	Coût unitaire	% part	Montant brut	Provisions	Montant net
<b>PARTICIPATIONS DIRECTES</b>					<b>8 283 862</b>	<b>-238 711</b>	<b>8 045 150</b>
ARABE TUNISIAN INVEST -SICAF	20 000	5	8,303	1,73%	166 055	-45 613	120 442
SARI	9 900	100	115,531	30,00%	1 143 756	-	1 143 756
PHENICIA SEED FUIND	500	848	848,101	5,04%	424 051	-141 730	282 321
PHENICIA FUND	500	1 000	1 000	8,88%	500 000	-1 368	498 632
SENEB SICAR	500	100	100	10,00%	50 000	-50 000	-
UNIFATOR	340 000	5	5	11,33%	1 700 000	-	1 700 000
SICAR INVEST	30 000	10	10	3,75%	300 000	-	300 000
CLINIQUE INTERNATIONNALE LES PINS	100 000	10	10	6,71%	1 000 000	-	1 000 000
POLYCLINIQUE SYPHAX	10 000	10	10	9,15%	1 000 000	-	1 000 000
BRIQUETERIE DJBEL OUEST	20 000	100	100	5,23%	2 000 000	-	2 000 000
<b>PARTICIPATIONS EN PRTAG</b>					<b>217 244</b>	<b>-217 244</b>	<b>-</b>
SOCIETE NOUR EL KANTAQUI	1 518	100	100	-	151 800	-151 800	-
SOCIETE DINDY	16 000	10	10	-	65 444	-65 444	-
<b>FONDS CONFIES EN GESTION POUR COMPTE:</b>					<b>10 511 976</b>	<b>-3 328 111</b>	<b>7 183 865</b>
FG1 SICAR INVEST	-	-	-	-	-	-	-
FG2 SICAR INVEST	-	-	-	-	133 200	-	133 200
FG3 SICAR INVEST	-	-	-	-	2 000 000	-250 000	1 750 000
FG1 ATD SICAR	-	-	-	-	-	-	-
FG2ATD SICAR	-	-	-	-	319 370	-	319 370
FG3 ATD SICAR	-	-	-	-	460 000	-303 750	156 250
FG4 ATD SICAR	-	-	-	-	1 500 006	-1 016 037	483 969
FG5 ATD SICAR	-	-	-	-	3 021 900	-1 488 915	1 532 985
FG6 ATD SICAR	-	-	-	-	3 077 500	-269 409	2 808 091
<b>OBLIGATIONS</b>					<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>
EMPRUNT NATIONAL 2014 (Catégorie B)	1 000	10	-	-	80 000	-	80 000
<b>TOTAL EN DT</b>					<b>19 093 082</b>	<b>-3 784 067</b>	<b>15 309 015</b>

*(en Dinars)*

#### 4.1.3. Créances issues d'opérations de leasing

Au 30 juin 2017, les créances issues d'opérations de leasing présentent un solde net de 540.833.842 DT contre un solde net de 483.468.396 DT au 30 juin 2016.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

	Au 30 juin		(en Dinars)
	2017	2016	Au 31 décembre 2016
<b>Créances sur contrats mis en force</b>	<b>556 097 786</b>	<b>499 429 585</b>	<b>524 025 748</b>
+ Encours financiers	519 554 353	465 047 132	491 575 501
+ Impayés	38 120 695	35 278 239	34 153 848
+ Créances- assurance matériel en leasing	108 561	111 070	110 344
+ Créances- factures à établir	1 024 844	1 248 099	707 335
+ Valeurs à l'encaissement	1 083	132 921	33 426
- Intérêts échus différés	(2 711 749)	(2 387 876)	(2 554 706)
<b>Créances sur contrats en instance de mise en force</b>	<b>20 702 898</b>	<b>16 262 355</b>	<b>4 210 024</b>
<b>Total brut des créances leasing</b>	<b>576 800 684</b>	<b>515 691 940</b>	<b>528 235 772</b>
<b>A déduire couverture</b>			
Provisions à base individuelle et additionnelles	(28 578 054)	(25 840 055)	(25 339 637)
Provisions collectives	(3 080 521)	(3 080 521)	(3 080 521)
Produits réservés	(4 308 267)	(3 302 967)	(3 117 290)
<b>Total net des créances leasing</b>	<b>540 833 842</b>	<b>483 468 396</b>	<b>496 698 324</b>

Les encours financiers sur contrats de leasing totalisent au 30 juin 2017 la somme de 519.554.353 DT contre 465.047.132 DT au 30 juin 2016 et 491.575.501 DT au 31 décembre 2016.

Par rapport au 31 décembre 2016, les encours financiers ont enregistré, au 30 juin 2017, un accroissement net de 27.978.852 DT expliqué comme suit :

(en Dinars)

	Financement	Capital amorti	Encours financier
<b>Soldes au 31 décembre 2016</b>	<b>1 294 753 046</b>	<b>803 177 545</b>	<b>491 575 501</b>
<b>Capital amorti des anciens contrats</b>		<b>91 215 060</b>	<b>(91 215 060)</b>
<b>Ajouts de la période</b>	<b>142 192 676</b>	<b>12 454 735</b>	<b>129 737 941</b>
Investissements (Nouveaux contrats)	136 992 135	12 105 055	124 887 080
Relocations	5 200 541	349 680	4 850 861
<b>Retraits de la période</b>	<b>(89 501 988)</b>	<b>(78 957 959)</b>	<b>(10 544 030)</b>
Cessions à la valeur résiduelle	(60 408 632)	(60 407 981)	(651)
Cessions anticipées	(14 300 114)	(10 250 657)	(4 049 457)
Cessions anticipées nouveaux contrats	(51 587)	(22 116)	(29 472)
Transferts (cessions)	(7 271 910)	(4 446 024)	(2 825 886)
Relocations	(7 469 745)	(3 831 180)	(3 638 565)
<b>Soldes au 30 juin 2017</b>	<b>1 347 443 734</b>	<b>827 889 381</b>	<b>519 554 353</b>

#### **4.2. Principales acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières postérieures au 30/06/2017**

Néant

### 4.3. Etats financiers intermédiaires au 30 juin 2017

#### 4.3.1. Bilan arrêté au 30 juin 2017

<i>(en dinars)</i>	Notes	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16
<b>ACTIF</b>				
Liquidités et équivalents de liquidités	<b>6</b>	21 908 068	5 435 469	11 491 357
Placements à court terme		-	-	-
Créances issues d'opérations de leasing	<b>7</b>	540 833 842	483 468 396	496 698 324
Placements à long terme	<b>8</b>	15 432 849	13 122 212	14 180 056
Valeurs immobilisées				
<i>a- Immobilisations incorporelles</i>	<b>9</b>	6 469	9 505	9 060
<i>b- Immobilisations corporelles</i>	<b>10</b>	5 055 419	4 697 474	4 861 169
Autres actifs	<b>11</b>	10 753 379	8 869 443	5 269 482
<b>Total de l'actif</b>		<b>593 990 027</b>	<b>515 602 500</b>	<b>532 509 448</b>
<b>PASSIF</b>				
Concours bancaires et dettes rattachées	<b>12</b>	1 695	1 726 195	-
Emprunts et dettes rattachées	<b>13</b>	462 939 796	395 601 645	413 755 762
Dettes envers la clientèle	<b>14</b>	10 759 776	7 853 202	3 213 978
Fournisseurs et comptes rattachés	<b>15</b>	43 207 635	35 960 889	34 922 441
Autres passifs	<b>16</b>	3 582 564	3 089 340	4 170 849
<b>Total du passif</b>		<b>520 491 465</b>	<b>444 231 270</b>	<b>456 063 030</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital		25 000 000	25 000 000	25 000 000
Réserves		45 159 756	41 552 656	41 552 656
Résultats reportés		286 662	1 884 533	1 884 533
Résultat net de la période		3 052 143	2 934 041	8 009 229
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>17</b>	<b>73 498 562</b>	<b>71 371 230</b>	<b>76 446 418</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>		<b>593 990 027</b>	<b>515 602 500</b>	<b>532 509 448</b>

#### 4.3.2. Etat des engagements hors bilan arrêté au 30 juin 2017

(en dinars)	Notes	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16
<b>1. PASSIFS EVENTUELS</b>		-	-	-
<b>Total</b>		-	-	-
<b>2. ENGAGEMENTS DONNES</b>				
- Accords de financement prêt à mettre en force		12 806 272	12 654 357	14 342 969
- Autres Engagements donnés	<b>44.1</b>	20 113 768	22 770 952	21 461 734
- Traités de garanties sur crédit CITIBANK		-	27 000 000	30 000 000
<b>Total</b>		<b>32 920 040</b>	<b>62 425 309</b>	<b>65 804 703</b>
<b>3. ENGAGEMENTS RECUS</b>				
- Hypothèques reçues		10 241 507	14 750 431	20 138 897
- Garanties reçues d'établissements bancaires	<b>44.2</b>	20 113 768	22 770 952	21 461 734
- Intérêts à échoir sur crédits leasing	<b>7.1</b>	95 460 123	81 623 280	87 493 247
<b>Total</b>		<b>125 815 397</b>	<b>119 144 663</b>	<b>129 093 878</b>
<b>4. ENGAGEMENTS RECIPROQUES</b>				
- Emprunts obtenus non encore encaissés		-	31 698 450	31 599 700
- Crédits consentis non encore versés		23 689 384	16 482 398	19 622 989
- Opérations de portage	<b>8.1</b>	217 244	217 244	217 244
<b>Total</b>		<b>23 906 628</b>	<b>48 398 092</b>	<b>51 439 933</b>

### 4.3.3. Etat de résultat arrêté au 30 juin 2017

<i>(en dinars)</i>	Notes	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16
Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing		26 040 507	23 467 823	49 089 737
Autres produits sur opérations de leasing		1 050 689	790 309	1 664 558
<b>Total des produits de leasing</b>	<b>18</b>	<b>27 091 196</b>	<b>24 258 133</b>	<b>50 754 294</b>
Charges financières nettes	<b>19</b>	-14 871 816	-12 905 001	-26 896 562
Produits des placements	<b>20</b>	258 853	353 489	482 381
<b>PRODUIT NET DE LEASING</b>		<b>12 478 233</b>	<b>11 706 620</b>	<b>24 340 113</b>
Autres produits d'exploitation	<b>21</b>	284 229	173 098	300 406
Charges de personnel	<b>22</b>	-3 186 709	-2 492 897	-5 295 612
Autres charges d'exploitation	<b>23</b>	-1 577 067	-1 500 270	-2 995 155
Dotations aux amortissements et aux résorptions	<b>24</b>	-293 225	-199 777	-470 544
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS</b>		<b>7 705 461</b>	<b>7 686 774</b>	<b>15 879 208</b>
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	<b>25</b>	-3 330 433	-3 075 982	-2 585 288
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres	<b>26</b>	197 273	-288 397	-1 218 208
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>4 572 301</b>	<b>4 322 395</b>	<b>12 075 712</b>
Autres gains ordinaires		107 563	192 683	349 369
Autres pertes ordinaires		-5 831	-21 907	-22 995
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT</b>		<b>4 674 033</b>	<b>4 493 171</b>	<b>12 402 086</b>
Impôt sur les bénéfices	<b>27</b>	-1 621 889	-1 559 130	-3 370 588*
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT</b>		<b>3 052 143</b>	<b>2 934 041</b>	<b>9 031 498</b>
Eléments extraordinaires	<b>5</b>			-1 022 269*
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>3 052 143</b>	<b>2 934 041</b>	<b>8 009 229</b>
Résultat par action	<b>17</b>	0,122	0,117	0,320

(\*) Données retraitées (cf. note 5)

#### 4.3.4. Etat de flux de trésorerie arrêté au 30 juin 2017

(en dinars)	Notes	30-juin-17	30-juin-16	31-déc-16
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'EXPLOITATION</u></b>				
Encaissements provenant des clients de leasing		163 545 867	142 198 719	294 284 594
Décaissements aux fournisseurs de biens donnés en leasing		-167 819 472	-155 766 135	-294 380 479
Encaissements autres que leasing	28	312 001	75 103	141 339
Décaissements autres que leasing		-2 466 369	-3 053 739	-4 553 350
Décaissements au personnel		-1 620 607	-1 480 084	-2 756 021
Impôts et taxes payés (autres que l'I.S)		-5 009 291	-3 169 037	-6 448 690
Intérêts perçus	29	123 956	110 917	176 704
Intérêts payés	30	-17 090 524	-12 876 228	-23 817 101
Impôts sur le résultat payés	31	-759 899	-1 857 043	-4 244 949
<b>Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation</b>		<b>-30 784 339</b>	<b>-35 817 528</b>	<b>-41 597 953</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</u></b>				
Dividendes reçus sur placements à long terme	32	4 724	79 192	249 192
Produits perçus des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte	33	132 679	221 274	275 123
Décaissements sur acquisition de placements à long terme	34	-2 000 000	-	-2 000 000
Encaissements provenant de la cession de placements à long terme	35	859 200	1 460 100	1 534 900
Décaissements sur acquisition d'immobilisations propres	36	-513 576	-326 891	-844 181
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations propres	37	130 288	160 706	282 778
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>-1 386 685</b>	<b>1 594 381</b>	<b>-502 188</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</u></b>				
Dividendes versés	38	-5 999 947	-5 499 943	-5 499 943
Encaissements provenant des emprunts	39	135 043 285	51 354 010	89 244 010
Remboursement des emprunts	40	-86 457 297	-33 339 546	-55 570 469
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>42 586 040</b>	<b>12 514 520</b>	<b>28 173 597</b>
<b>Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice</b>		<b>10 415 016</b>	<b>-21 708 627</b>	<b>-13 926 544</b>
<b>Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice</b>		<b>11 491 357</b>	<b>25 417 901</b>	<b>25 417 901</b>
<b>Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice</b>	41	<b>21 906 373</b>	<b>3 709 274</b>	<b>11 491 357</b>

### 4.3.5. Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2017

#### Note 1. Présentation de la société et de son régime fiscal :

##### (a) Présentation de la société

L'Arab Tunisian Lease (ATL) est un établissement financier créé sous forme de société anonyme de droit tunisien le 04 décembre 1993.

Elle a été autorisée à exercer son activité, en qualité d'établissement financier de leasing le 18 janvier 1993.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant notamment sur les biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, commercial, agricole, de pêche, de service ou autres.

L'activité de la société est régie par la loi n° 2016-48 du 11 Juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ainsi que par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

L'ATL a été introduite au premier marché de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT), le 19 décembre 1997, par voie de mise en vente à un prix minimal. La diffusion des titres dans le public a porté sur 20% du capital social.

Son siège social, est sis à Ennour Building – Centre Urbain Nord 1082 Mahragène.

Le capital social fixé initialement à 10.000.000 DT a été porté à 17.000.000 DT suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2008 puis à 25.000.000 DT par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2012. Le capital est divisé en 25.000.000 actions de valeur nominale égale à 1 DT chacune.

La structure du capital se présente, au 30 juin 2017, comme suit :

	Nombre d'actions et de droits de vote	Participation en DT	% du capital et des droits de vote
ARAB TUNISIAN BANK "ATB"	8 154 021	8 154 021	32,62%
ENNAKL	2 666 921	2 666 921	10,67%
BANQUE NATIONALE AGRICOLE "BNA"	2 500 000	2 500 000	10,00%
DRISS MOHAMED SADOK	1 163 908	1 163 908	4,66%
SEFINA SICAF	936 900	936 900	3,75%
PIRECO	750 000	750 000	3,00%
FOUNDERS CAPITAL PARTNERS	500 000	500 000	2,00%
KAMOUN HABIB	466 819	466 819	1,87%
DRISS BEN SADOK MOHAMED	414 373	414 373	1,66%
FCP OPTIMA	400 000	400 000	1,60%
FCP SECURITE	300 000	300 000	1,20%
BEN AMMAR CHEDLI	255 538	255 538	1,02%
AUTRES ACTIONNAIRES	6 491 520	6 491 520	25,97%
<b>Total Général</b>	<b>25 000 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>100,00%</b>

##### (b) Régime fiscal de la société

###### (b-1)- Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie à ce titre d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt sur les sociétés dû est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,2% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

*(b-2)- Taxe sur la valeur ajoutée :*

De par son statut d'établissement financier de leasing, l'ATL est un assujetti total à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi des finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

L'assiette de la TVA comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007.
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des immobilisations ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

*(b-3)-Autres impôts et taxes :*

L'ATL est, essentiellement, soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L), conformément aux dispositions de l'article 35 du code de la fiscalité locale. Pour les contrats de leasing conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la taxe est assise sur les redevances de crédit-bail TVA incluse. Pour ceux conclus après ladite date, la taxe est assise uniquement sur les marges financières TVA incluse. L'article 50 de la loi n° 2012-01 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 a supprimé le plafond de 100.000 DT prévu par l'article 38 III du code de la fiscalité locale et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la même année ;
- La taxe de formation professionnelle perçue sur la base d'une déclaration mensuelle et calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versées aux salariés ;
- La Contribution au FO.PRO.LOS perçue sur la base d'une déclaration mensuelle et calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versées aux salariés.

**Note 2. Référentiel d'élaboration des états financiers intermédiaires**

***(a) Déclaration de conformité***

Les états financiers semestriels, au 30 juin 2017, ont été préparés conformément à la norme comptable NCT 19 relative aux états financiers intermédiaires.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers intermédiaires sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers annuels au 31 décembre.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le Système Comptable des Entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ;
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes et notamment par les circulaires n° 2016-03 du 29 juillet 2016, n° 2013-21 du 30 décembre 2013 et n° 2012-09 du 29 juin 2012, ainsi que les circulaires de la BCT, n° 2011-04 du 12 avril 2011 et n° 2012-02 du 11 janvier 2012.

L'ATL applique, en outre, et en l'absence de dispositions spécifiques prévues par le Système Comptable des Entreprises, certaines dispositions contenues dans les normes internationales d'informations financières (IFRS). Il s'agit des normes suivantes :

- IAS 19 – Avantages au personnel.
- IAS 21 – Effets des variations des cours des monnaies étrangères.

- IAS 33 – Résultat par action.
- IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation.

L'ATL considère que les dispositions contenues dans ces normes et traitant des avantages au personnel, des relations de couverture contre le risque de change ainsi que du calcul du résultat de base et du résultat dilué par action, n'ayant pas de similaire en Tunisie, ne sont pas incompatibles avec le référentiel comptable appliqué et peuvent donc être utilisées à titre d'orientation.

Pour présenter ses états financiers de synthèse, l'ATL ne recourt pas aux modèles annexés à la norme générale NCT 01.

En effet, et en raison des limites reconnues aux modèles standards et leur incapacité à répondre aux spécificités de l'activité des établissements financiers de leasing, l'ATL a adopté, depuis l'exercice clos le 31 décembre 2009, des modèles harmonieux avec les prescriptions de la norme comptable NCT 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires, à savoir :

- Le classement des actifs et des passifs par référence à leur nature en privilégiant un ordre décroissant de leur liquidité et de leur exigibilité plutôt que par référence à la distinction des éléments courants de ceux non courants ;
- La présentation des postes d'actifs pour leur valeur nette comptable. Les informations relatives aux valeurs brutes ainsi qu'aux comptes correcteurs qui leurs sont rattachées (amortissements cumulés, provisions pour dépréciation et produits réservés) sont fournies au niveau des notes aux états financiers ;
- La présentation des engagements hors bilan dans une composante de synthèse faisant partie intégrante des états financiers.

#### ***(b) Utilisation d'hypothèses et estimations***

Le processus d'établissement des états financiers intermédiaires en conformité avec la norme NCT 19, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers, qu'il s'agisse de la valorisation de certains actifs et passifs ou de certains produits et charges.

Ces estimations, construites selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes subséquentes éventuellement affectées par le changement.

Dans le cadre de la préparation des états financiers intermédiaires au 30 juin 2017, l'utilisation d'hypothèses et d'estimations a porté principalement, comme lors de l'établissement des états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur les éléments suivants :

- Dépréciation des créances issues des opérations de leasing : La Direction procède à la fin du premier semestre de chaque année à un test de dépréciation, à base individuelle, des créances issues des opérations de leasing conformément à la démarche décrite au niveau de la note 3 (c-2).  
Par souci de prudence, la société n'a pas révisé au 30 juin 2017 la provision collective, à base de portefeuille estimée, au 31 décembre 2016, à 3.080.521 DT ;
- Dépréciation des placements à long terme : les provisions pour dépréciation des placements à long terme sont réexaminées par la Direction à l'issue de chaque arrêté semestriel.

Concernant la charge courante d'impôt sur les bénéfices, constatée dans les comptes intermédiaires, celle-ci est calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt de la période, le taux d'imposition moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

### ***(c) Utilisation du jugement***

Outre l'utilisation d'estimations, la direction de l'ATL a fait usage de jugements pour définir le traitement comptable adéquat de certaines transactions notamment lorsque le Système Comptable des Entreprises en vigueur ne traite pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Cela a été le cas, en particulier, pour la comptabilisation des relations de couverture contre le risque de change [Cf. note 3 (c-7)], pour la comptabilisation des avantages au personnel [Cf. note 3 (c-9)] et pour le calcul du résultat de base par action [Cf. note 3 (c-12)].

### ***(d) Saisonnalité***

L'activité de l'ATL n'est pas saisonnière.

### **Note 3. Bases de mesure et principes comptables pertinents :**

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par l'ATL pour l'établissement de ses états financiers intermédiaires peuvent être résumés comme suit :

#### ***(a) Bases de mesure***

Au 30 juin 2017, les états financiers intermédiaires ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

#### ***(b) Unité monétaire***

Les états financiers intermédiaires de l'ATL sont libellés en Dinar Tunisien.

#### ***(c) Sommaire des principales méthodes comptables***

##### ***(c-1)- Créances issues d'opérations de leasing :***

Les contrats de leasing conclus par l'ATL portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre trois et sept ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Ces contrats transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Conformément à la norme NCT 41 relative aux contrats de location, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement, selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location sont les paiements que le preneur est, ou peut-être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- La somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- La valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location, et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux du bailleur.

Pour le cas spécifique de l'ATL :

- c- La valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- d- Les coûts directs initiaux (frais de dossier, enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat

L'ATL vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

*(c-2)- Dépréciation des créances issues d'opérations de leasing :*

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

#### **Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :**

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés depuis trois mois au moins ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- L'octroi au preneur, pour des raisons économiques ou juridiques liées à des difficultés financières de restructurations qu'il n'aurait pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- Le transfert à contentieux.

Le test de dépréciation, à base individuelle, repose sur la démarche suivante :

**1-** Classification, de tous les actifs de l'établissement en vue de distinguer les engagements "non douteux" relevant des classes A et B1 et les engagements "douteux" relevant des classes B2, B3 et B4. (*Article 8 de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991*)

**2-** Estimation *individualisée* et régulière des provisions pour dépréciation requises sur les engagements douteux pris individuellement, sur la base des taux minimums par classe de risque tels que prévus par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

<b>B2-</b> Actifs incertains	20%
<b>B3-</b> Actifs préoccupants	50%
<b>B4-</b> Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut (encours financier majoré des impayés, des intérêts de retard et des autres facturations par note de débit des frais de déplacement, des frais de rejet, etc.) déduction faite :

- des produits réservés (marges financières, intérêts de retard et autres produits) ;
- de la valeur de réalisation attendue des biens données en leasing adossés aux actifs incertains (classe B2) et préoccupants (classe B3) ;
- de la valeur d'expertise du matériel récupéré ou la valeur de remboursement de l'assurance du matériel volé ou en état d'épave pour tous les concours douteux (classes B2, B3 et B4) ; et
- de la valeur de réalisation attendue des hypothèques inscrites consenties par les relations dont les engagements sont devenus douteux en 2014 ou ultérieurement.

Les principes retenus pour l'appréciation de la valeur de réalisation attendue des biens loués adossés aux engagements classés en B2 et en B3, sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Les garanties comprenant les cautionnements bancaires, les actifs financiers affectés, les dépôts de garantie ainsi que les hypothèques consenties par les relations dont les engagements ont été classés parmi les concours douteux antérieurement à 2014, n'ont pas été prises en compte en déduction pour le calcul des provisions requises.

En ce qui concerne les créances rééchelonnées en 2011, et en application de la circulaire de la BCT n° 2011-04 du 12 avril 2011 relative aux mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques affectées par les retombées des événements de l'époque, ces créances ont été considérées comme de nouveaux financements et sont classées à ce titre conformément aux critères usuels précités.

Les produits et intérêts demeurés impayés à la date de rééchelonnement ont été réservés conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2012-02 du 11 janvier 2012, et ce, indépendamment de la classification de la créance rééchelonnée.

**3- Constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités suivantes :**

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe B4 est déterminée selon la formule suivante :  $A=N-M+1$  tel que :

- A : Ancienneté dans la classe B4 ;
- N : Année d'arrêté des états financiers ;
- M : Année de la dernière migration vers la classe B4.

Le risque net correspond à la valeur de l'actif après déduction :

- des produits réservés (marges financières, intérêts de retard et autres produits) ;
- des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ; et
- des provisions constituées conformément au paragraphe 2 supra.

#### **Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :**

Les contreparties non dépréciées individuellement et relevant des classes A et B1, font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes combinant les couples (secteur d'activité – nature du bien donné en leasing) et ce conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la circulaire de la BCT n° 2012-02 du 11 janvier 2012 et de l'article 10

bis de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 tel qu'ajouté par l'article 4 de la circulaire de la BCT n° 2012-09 du 29 juin 2012.

Cette analyse s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par la société ATL.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

#### *(c-3)- Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :*

Le revenu net de l'opération de leasing pour l'ATL correspond au montant d'intérêts des créances et figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts (marge financière) de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les préloyers sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force. Ils correspondent, aussi, aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés périodiquement.

Les marges financières et intérêts de retard courus et demeurant impayés à la date de clôture et relatives aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

Les autres marges financières sont portées au résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les agios relatifs aux impayés compensés par les plus-values de remplacement sont généralement réservés pour la partie non couverte par les règlements des nouveaux repreneurs.

#### *(c-4)- Placements et des revenus y afférents :*

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme et les placements à long terme.

##### **Placements à court terme**

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de part leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements

pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur du marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

### **Placements à long terme**

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également les participations-financements objet de conventions de portage rémunéré direct ainsi que les fonds à capital risque confiés à des SICAR en gestion pour compte dans le cadre de la stratégie d'optimisation fiscale de la société.

Les placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme, figurent, en outre, parmi les éléments de cette rubrique.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme, autres que les participations-financements objet de conventions de portage rémunéré direct ou indirect (imputées sur les ressources propres ou sur les fonds à capital risque confiés en gestion pour compte) sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Les participations-financements objet de conventions de portage rémunéré qui, en substance, établissent une relation de créancier-débiteur entre la société et l'entité émettrice, sont évalués, à partir de l'exercice clos le 31 décembre 2011, conformément aux dispositions de la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991, en considérant l'antériorité des échéances impayées pour la détermination du taux de provisionnement applicable à l'engagement brut (principal à échoir majoré du principal impayé) réduit à hauteur de la valeur mathématique de la participation.

## Revenus des placements

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

### *(c-5)- Emprunts et les charges y afférentes*

Initialement, les emprunts portant intérêts sont comptabilisés, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique "Emprunts et dettes rattachées" et sont valorisés à leur coût initial. Les coûts de transaction y afférents tels que les commissions de placement et de mise en place versés aux intermédiaires sont, initialement, imputés en charges reportées parmi les autres postes d'actif, et amortis systématiquement sur la durée de l'emprunt, au prorata des intérêts courus.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés, aux taux faciaux contractuels, parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Ultérieurement, les intérêts courus et non échus calculés aux taux faciaux contractuels figurent au passif du bilan en tant que dettes rattachées parmi les éléments de la même rubrique abritant le principal dû.

### *(c-6)- Conversion des emprunts libellés en monnaies étrangères*

Initialement, les emprunts libellés en monnaies étrangères sont convertis en dinars selon le taux de change en vigueur à la date de déblocage.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ces emprunts sont actualisés sur la base du cours de change de clôture. Les différences de change (pertes ou profits), en découlant, sont imputées en résultat conformément à la norme internationale d'information financière, IAS 21 -*Effets des variations des cours des monnaies étrangères*.

### *(c-7)- Relations de couverture contre le risque de change*

Les lignes de crédit extérieures contractées par l'ATL sont admises à la garantie du "Fonds de Péréquation des Changes" institué par l'article 18 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 portant loi de finances pour l'année 1999 et dont la gestion est confiée à la société "Tunis-Ré" en vertu d'une convention conclue avec le ministère des finances.

La garantie au titre de la couverture des pertes résultant de la fluctuation des taux de change des emprunts extérieurs est accordée contre le versement par l'ATL d'une contribution au profit du fonds dont le niveau et les modalités de perception sont décidées par une commission interministérielle conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-1649 du 26 juillet 1999 fixant les modalités de fonctionnement dudit fonds.

La fraction encourue, à la date de reporting, desdites contributions est rapportée au résultat, prorata temporis, et figure parmi les éléments de la rubrique "charges financières nettes".

Au sens de la norme internationale d'information financière, IAS 39 -*Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, la garantie du fonds constitue, en substance, un instrument financier dérivé (instrument de couverture) destiné à neutraliser l'impact de la fluctuation du cours de change sur le solde monétaire des emprunts extérieurs et des dettes rattachées (élément couvert).

L'instrument de couverture est initialement comptabilisé à sa juste valeur nulle, en raison de l'absence d'un déboursé à la notification de l'accord de garantie. Ultérieurement, il est réévalué au bilan à sa juste valeur, correspondant au risque de change encouru et estimé à la date de reporting, par le biais du compte de résultat "Gains et pertes nets sur instruments de couverture". Symétriquement, cette réévaluation neutralise l'impact sur le résultat de l'actualisation des éléments couverts pour le risque de change considéré.

### *(c-8)- Immobilisations incorporelles et corporelles :*

Les immobilisations incorporelles acquises ou créées sont constituées d'actifs non monétaires identifiables sans substance physique. Les immobilisations corporelles, comprennent les éléments physiques et tangibles durables susceptibles de générer, au profit de la société, des avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont initialement comptabilisées au coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées au coût diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles est constaté, à partir de leur date de mise en service selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité présentées dans le tableau ci-dessous (en années et converties en taux d'amortissement).

- Logiciels	3 ans	33,3%
- Constructions	20 ans & 50 ans	5% & 2%
- Matériel de transport	5 ans	20,0%
- Mobilier et matériel de bureau	10 ans	10,0%
- Matériel informatique	3 ans	33,3%
- Agencements, aménagements et installations	10 ans	10,0%

*(c-9)- Avantages bénéficiant au personnel :*

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de l'ATL sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ainsi que les cotisations de sécurité sociale liées aux régimes des prestations familiales, d'assurance sociale, d'assurance maladie et de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par les cotisations aux régimes de retraite de base et de retraite complémentaire ainsi que par les compléments de retraite et l'indemnité de départ à la retraite prévue par l'article 53 de la convention collective sectorielle du personnel des banques et des établissements financiers.

**Avantages à court terme**

La société comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

**Avantages postérieurs à l'emploi**

Conformément la norme internationale d'information financière IAS 19 – *avantages au personnel*, la société distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "*régimes à cotisations définies*" ne sont pas représentatifs d'un engagement pour la société et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations ou des primes d'assurance appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "*régimes à prestations définies*" sont représentatifs d'un engagement à la charge de la société nécessitant évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la société est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Pour le personnel de l'ATL, les avantages postérieurs à l'emploi relèvent, exclusivement, de régimes à cotisations définies. En effet, l'ATL cotise à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) au titre des régimes nationaux de retraite de base et complémentaire. En outre, l'ATL, a mis en place, par accord d'entreprise conclu avec une compagnie d'assurance vie, une retraite par capitalisation. A ce titre, les salariés bénéficieront au moment de leur départ en retraite d'un capital ou d'une rente viagère venant s'ajouter aux pensions servies par les régimes nationaux. Par ailleurs l'ATL a souscrit au profit de son personnel une assurance de départ à la retraite pour couvrir le versement d'une indemnité de départ à la retraite égale à huit fois le dernier salaire mensuel brut.

*(c-10)- Frais préliminaires engagés ultérieurement à la création de la société :*

Les frais préliminaires engagés par la société ultérieurement à sa création, notamment ceux encourus à l'occasion d'une augmentation de capital sont portés à l'actif du bilan sous l'intitulé "charges reportées", dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies :

- Les frais sont nécessaires à l'action de développement envisagée ;
- Les frais sont de nature marginale (autrement dit, ils peuvent être individualisés et se rattachent entièrement et uniquement à l'action de développement envisagée) ;
- Il est probable que les activités futures de la société, y compris celles résultant de l'action de développement envisagée, permettront de récupérer les frais engagés.

La résorption des frais d'augmentation de capital, prend effet à compter de l'exercice de leur engagement selon le mode linéaire et sur une durée de trois ans.

*(c-11)- Impôt sur les bénéfiques :*

La charge d'impôt sur les bénéfiques, comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

*(c-12)- Résultat de base par action :*

L'objectif du résultat de base par action est de fournir une mesure de la quote-part de chaque porteur d'action ordinaire en circulation dans la performance de l'entité au cours d'une période comptable.

Conformément à la norme internationale d'information financière IAS 33 – *Résultat par action*, le résultat de base par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période correspond au nombre d'actions ordinaires en circulation en début de période diminué des actions propres, ajusté des actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période en pondérant par un facteur temps.

Le facteur de pondération est égal au nombre de jours où les actions sont en circulation par rapport au nombre total de jours de la période, une approximation de la moyenne pondérée étant toutefois autorisée.

Les actions ordinaires sont prises en compte dans le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à compter de la date à laquelle la contrepartie est recouvrable (généralement la date d'émission, en tenant compte des modalités de leur émission et de la substance de tout contrat associé à l'émission).

Lorsque des actions gratuites sont émises, le nombre d'actions ordinaires en circulation augmente sans augmentation des ressources. En conséquence, le nombre d'actions ordinaires en circulation avant l'événement est ajusté au prorata de la modification du nombre d'actions ordinaires en circulation comme si l'événement s'était produit à l'ouverture de la première période présentée.

*(c-13)- Etat des flux de trésorerie :*

Le solde des comptes de liquidités et équivalents de liquidités est constitué des soldes des comptes de caisse, des soldes nets des comptes courants bancaires, des soldes des comptes espèces ouverts auprès des intermédiaires en bourse ainsi que des placements liquides en titres d'OPCVM de distribution obligatoire soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les variations de la trésorerie générées par les activités d'exploitation incluent, notamment, les entrées et sorties de trésorerie liées au leasing mobilier et immobilier ainsi que celles relatives aux immeubles donnés en location simple et aux prêts accordés au personnel.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent, notamment, des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de placements à long terme ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent, notamment, les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et aux autres emprunts matérialisés ou non par un titre.

Les intérêts payés et reçus figurent parmi les flux liés aux activités d'exploitation.

Les dividendes reçus sur les placements à long terme et les produits perçus des fonds à capital risque confiés en gestion pour comptes sont classés parmi les flux d'investissement. Les dividendes versés sont classés en flux liés aux activités de financement.

Les entrées et sorties de trésorerie liés aux activités de financement et concernant des éléments ayant un rythme de rotation rapide, des montants élevés et des échéances courtes sont présentées pour leur montant net.

Lorsqu'un contrat est comptabilisé en tant que couverture d'une position identifiable, les flux de trésorerie relatifs à ce contrat sont classés de la même façon que les flux de trésorerie de la position ainsi couverte.

*(c-14)- Etat des engagements hors bilan :*

Les engagements hors bilan incluent les droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance de la situation financière de la société. Les effets des droits et obligations sur le montant ou la consistance de la situation financière sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures.

Le tableau des engagements hors bilan distingue :

- (a) Les engagements qui résultent de l'existence d'une obligation (légale, contractuelle ou implicite), et
- (b) Les passifs éventuels qui résultent :
  - Soit de l'existence d'une obligation dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources,
  - Soit d'une obligation potentielle, dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'un événement futur incertain.

Les engagements hors bilan comprennent :

- (a) Les engagements de financement donnés ou reçus,
- (b) Les engagements de garantie donnés ou reçus, et
- (c) Les engagements réciproques.

Les engagements de financement et de garantie sont enregistrés en hors bilan dès la naissance d'une obligation contractuelle irrévocable. Ils cessent d'y figurer dès leur extinction, soit par l'arrivée du terme de l'engagement soit par sa mise en jeu.

En dehors des garanties reçues de la clientèle, la valeur pour laquelle un engagement de financement ou de garantie est comptabilisé en hors bilan résulte généralement des termes contractuels et correspond à la valeur des fonds à accorder ou à recevoir pour les engagements de financement et au montant de la garantie donnée ou reçue pour les engagements de garantie.

Les garanties reçues de la clientèle sont comptabilisées en hors bilan, lorsque leur évaluation peut être faite de façon fiable, pour leur valeur de réalisation attendue au profit de la société, sans pour autant excéder la valeur des engagements qu'elles couvrent.

**Note 4. Faits marquants de la période :**

Le premier semestre clos le 30 juin 2017, a été marqué par les faits suivants :

**4-1.** L'augmentation des mises en force de 20,76% et ce en passant de 158,8 MDT au cours du premier semestre de l'année 2016 à 191,4 MDT au cours du premier semestre de l'année 2017.

**4-2.** L'augmentation du produit net de leasing de 6,59% en passant de 11.706.620 DT au cours du premier semestre de l'année 2016 à 12.478.233 DT au cours du premier semestre de l'année 2017. Par rapport au premier semestre de l'année 2016, les produits de leasing réalisés au cours du premier semestre de l'année 2017 ont augmenté de 11,68% et les charges financières nettes encourues au cours de la même période ont augmenté de 15,24%.

**4-3.** L'augmentation du résultat net de la période de 4,03% en passant de 2.934.041 DT, au 30 juin 2016, à 3.052.143 DT au 30 juin 2017.

**Note 5. Changement de présentation de la Contribution Conjoncturelle Exceptionnelle :**

La Contribution Conjoncturelle Exceptionnelle (CCE) instituée par l'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017, figurait au niveau de l'état de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 parmi les composantes de la rubrique "Impôt sur les bénéficiaires" pour 1.022.269 DT. A des fins de comparabilité sectorielle, ladite CCE a été présentée, dans l'état de résultat intermédiaire de la période de six mois close le 30 juin 2017, parmi les "éléments extraordinaires" au niveau de la colonne dédiée aux données comparatives de l'exercice 2016.

**Note 6. Liquidités et équivalents de liquidités :**

Le solde de cette rubrique s'élève à 21.908.068 DT au 30 juin 2017 contre 5.435.469 DT, au 30 juin 2016, se détaillant ainsi :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Avoirs en Banques	21 885 684	5 362 525	11 464 081
+ Avoirs chez les Intermédiaires en bourse	285	5 011	68
+ Avoirs en Caisses	17 179	67 933	22 177
+ Placements en OPCVM de distribution obligatoire	4 920	-	5 031
<b>Total</b>	<b>21 908 068</b>	<b>5 435 469</b>	<b>11 491 357</b>

#### Note 7. Créances issues d'opérations de leasing :

Au 30 juin 2017, les créances issues d'opérations de leasing présentent un solde net de 540.833.842 DT contre un solde net de 483.468.396 DT au 30 juin 2016.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

		Au 30 juin		Au 31 décembre
		2017	2016	2016
<b>Créances sur contrats mis en force</b>		<b>556 097 786</b>	<b>499 429 585</b>	<b>524 025 748</b>
+ Encours financiers	7.1	519 554 353	465 047 132	491 575 501
+ Impayés		38 120 695	35 278 239	34 153 848
+ Créances- assurance matériel en leasing		108 561	111 070	110 344
+ Créances- factures à établir		1 024 844	1 248 099	707 335
+ Valeurs à l'encaissement		1 083	132 921	33 426
- Intérêts échus différés		(2 711 749)	(2 387 876)	(2 554 706)
<b>Créances sur contrats en instance de mise en force</b>		<b>20 702 898</b>	<b>16 262 355</b>	<b>4 210 024</b>
<b>Total brut des créances leasing</b>	<b>7.2</b>	<b>576 800 684</b>	<b>515 691 940</b>	<b>528 235 772</b>
<b>A déduire couverture</b>				
Provisions à base individuelle et additionnelles	7.2	(28 578 054)	(25 840 055)	(25 339 637)
Provisions collectives	7.2	(3 080 521)	(3 080 521)	(3 080 521)
Produits réservés	7.2	(4 308 267)	(3 302 967)	(3 117 290)
<b>Total net des créances leasing</b>		<b>540 833 842</b>	<b>483 468 396</b>	<b>496 698 324</b>

#### 7.1. Encours financiers :

Les encours financiers sur contrats de leasing totalisent au 30 juin 2017 la somme de 519.554.353 DT contre 465.047.132 DT au 30 juin 2016 et 491.575.501 DT au 31 décembre 2016.

Par rapport au 31 décembre 2016, les encours financiers ont enregistré, au 30 juin 2017, un accroissement net de 27.978.852 DT expliqué comme suit :

	Financement	Capital amorti	Encours financier
<b>Soldes au 31 décembre 2016</b>	<b>1 294 753 046</b>	<b>803 177 545</b>	<b>491 575 501</b>
<b>Capital amorti des anciens contrats</b>		<b>91 215 060</b>	<b>(91 215 060)</b>
<b>Ajouts de la période</b>	<b>142 192 676</b>	<b>12 454 735</b>	<b>129 737 941</b>
Investissements (Nouveaux contrats)	136 992 135	12 105 055	124 887 080
Relocations	5 200 541	349 680	4 850 861
<b>Retraits de la période</b>	<b>(89 501 988)</b>	<b>(78 957 959)</b>	<b>(10 544 030)</b>
Cessions à la valeur résiduelle	(60 408 632)	(60 407 981)	(651)
Cessions anticipées	(14 300 114)	(10 250 657)	(4 049 457)
Cessions anticipées nouveaux contrats	(51 587)	(22 116)	(29 472)
Transferts (cessions)	(7 271 910)	(4 446 024)	(2 825 886)
Relocations	(7 469 745)	(3 831 180)	(3 638 565)
<b>Soldes au 30 juin 2017</b>	<b>1 347 443 734</b>	<b>827 889 381</b>	<b>519 554 353</b>

L'analyse des encours financiers par maturité se présente comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
<b>+ Paiements minimaux sur contrats actifs</b>	<b>606 953 046</b>	<b>537 737 902</b>	<b>575 020 817</b>
à recevoir dans moins d'1 an	211 167 975	191 104 793	198 944 240
à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans	379 922 916	336 882 693	360 631 942
à recevoir dans plus de 5 ans	15 862 156	9 750 417	15 444 634
<b>- Produits financiers non acquis</b>	<b>(95 460 123)</b>	<b>(81 623 280)</b>	<b>(87 493 247)</b>
<b>= Investissement net dans les contrats actifs (1)</b>	<b>511 492 924</b>	<b>456 114 623</b>	<b>487 527 570</b>
à recevoir dans moins d'1 an	169 768 657	154 097 782	159 021 081
à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans	327 789 749	293 288 922	315 085 399
à recevoir dans plus de 5 ans	13 934 518	8 727 919	13 421 090
<b>Valeurs résiduelles (2)</b>	<b>1 525 993</b>	<b>988 184</b>	<b>1 539 791</b>
<b>Contrats suspendus en contentieux (3)</b>	<b>6 535 436</b>	<b>7 944 325</b>	<b>2 508 141</b>
<b>Total général (1)+(2)+(3)</b>	<b>519 554 353</b>	<b>465 047 132</b>	<b>491 575 501</b>

L'analyse des encours financiers par secteur d'activité se présente comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
Bâtiment et travaux publics	94 465 520	89 054 892	92 324 993
Industrie	68 084 356	61 945 030	71 193 833
Tourisme	8 083 030	8 302 914	8 916 111
Commerces et services	295 195 956	258 199 542	269 016 763
Agriculture	53 725 490	47 544 753	50 123 800
<b>Total</b>	<b>519 554 353</b>	<b>465 047 132</b>	<b>491 575 501</b>

L'analyse des encours financiers par type de matériel se présente comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
Equipements	54 980 889	48 660 971	49 603 341
Matériel roulant	404 334 087	359 842 085	379 614 293
Matériel spécifique	25 728 833	27 654 621	28 357 085
<b><u>Sous Total</u></b>	<b>485 043 809</b>	<b>436 157 677</b>	<b>457 574 719</b>
Immobilier	34 510 543	28 889 455	34 000 782
<b>Total</b>	<b>519 554 353</b>	<b>465 047 132</b>	<b>491 575 501</b>

## 7.2. Analyse et classification des créances sur la clientèle :

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL	Dont leasing immobilier
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis		
Encours financiers	423 214 183	66 416 289	12 942 665	8 897 058	8 084 158	519 554 353	34 510 543
Impayés	2 520 834	7 823 824	3 127 527	3 628 243	21 020 267	38 120 695	2 008 523
Créances- assurance matériel en leasing	103 874	351	1 533	-	2 803	108 561	-
Créances- factures à établir	783 069	229 343	-	12 004	427	1 024 844	24 626
Valeurs à l'encaissement	610	-	-	-	473	1 083	-
Intérêts échus différés	(2 168 009)	(390 479)	(86 260)	(50 803)	(16 197)	(2 711 749)	(165 504)
Contrats en instance de mise en force	20 321 347	381 551	-	-	-	20 702 898	890 830
<b>CREANCES LEASING</b>	<b>444 775 907</b>	<b>74 460 879</b>	<b>15 985 464</b>	<b>12 486 501</b>	<b>29 091 932</b>	<b>576 800 684</b>	<b>37 269 019</b>
Avances reçues (*)	(10 648 565)	-	-	-	(111 211)	(10 759 776)	(324 893)
<b>ENCOURS GLOBAL (**)</b>	<b>434 127 342</b>	<b>74 460 879</b>	<b>15 985 464</b>	<b>12 486 501</b>	<b>28 980 721</b>	<b>566 040 908</b>	<b>36 944 126</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>36 332 295</b>	<b>163 360</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>36 495 656</b>	<b>411 204</b>
<b>TOTAL ENGAGEMENTS</b>	<b>470 459 638</b>	<b>74 624 239</b>	<b>15 985 464</b>	<b>12 486 501</b>	<b>28 980 721</b>	<b>602 536 564</b>	<b>37 355 330</b>
Produits réservés	-	-	(703 543)	(867 001)	(2 737 723)	(4 308 267)	(549 255)
Provisions à base individuelle	-	-	(586 243)	(2 748 412)	(25 056 698)	(28 391 353)	(2 240 654)
Provisions additionnelles (circulaire BCT n° 2013-21)	-	-	-	-	(186 701)	(186 701)	-
<b>COUVERTURE DES ACTIFS CLASSES EN B2, B3 ET B4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 289 786)</b>	<b>(3 615 413)</b>	<b>(27 981 121)</b>	<b>(32 886 321)</b>	<b>(2 789 909)</b>
Provisions à base collective	(2 474 296)	(606 225)	-	-	-	(3 080 521)	-
<b>COUVERTURE DES ACTIFS CLASSES EN A ET B1</b>	<b>(2 474 296)</b>	<b>(606 225)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 080 521)</b>	<b>-</b>
<b>ENGAGEMENTS NETS</b>	<b>467 985 342</b>	<b>74 018 014</b>	<b>14 695 678</b>	<b>8 871 088</b>	<b>999 600</b>	<b>566 569 722</b>	<b>-</b>
<b>Ratio des actifs bilantiels non performants (B2, B3 et B4) (1)</b>			<b>2,82%</b>	<b>2,21%</b>	<b>5,12%</b>		
				<b>10,15%</b>			
<b>Ratio de couverture des actifs non performants par les provisions et agios réservés (2)</b>			<b>8,07%</b>	<b>28,95%</b>	<b>96,55%</b>		
				<b>57,24%</b>			

(\*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle).

(\*\*) Base de calcul du ratio des actifs bilantiels non performants.

(1) Le ratio des actifs non performants s'établit au 30 Juin 2017 à 10,15% contre 8,82% au 30 juin 2016 et 7,38% au 31 Décembre 2016.

(2) Le ratio de couverture des actifs non performants par les provisions et les agios réservés s'établit au 30 Juin 2017 à 57,24% contre 65,10% au 30 juin 2016 et 73,44% au 31 Décembre 2016.

## Note 8. Placements à long terme :

Le portefeuille d'investissement et des créances rattachées de la société s'élève, au 30 juin 2017, à 15.432.849 DT contre 13.122.212 DT au 30 juin 2016. Cette rubrique se détaille comparativement comme suit :

		Au 30 juin		Au 31
		2017	2016	décembre 2 016
<b>Portefeuille investissement (1)</b>	<b>8.1</b>	<b>19 093 081</b>	<b>16 027 081</b>	<b>17 952 282</b>
Participations directes		8 283 862	4 283 862	6 283 862
Participations en portage		217 244	217 244	217 244
Fonds à capital risque confiés en gestion pour compte	(*)	10 511 976	11 425 976	11 351 176
Obligations (Emprunt National 2014)		80 000	100 000	100 000
<b>Créances rattachées (2)</b>		<b>215 178</b>	<b>238 004</b>	<b>300 458</b>
Intérêts courus sur portage financement		91 344	91 344	91 344
Produits à recevoir sur fonds à capital risque	(*)	123 699	146 474	205 879
Intérêts courus sur obligations		135	185	3 235
<b>Total brut (1) + (2)</b>		<b>19 308 260</b>	<b>16 265 085</b>	<b>18 252 740</b>
<b>A déduire couverture</b>				
Provisions pour dépréciation des participations directes	8.1	(238 711)	(240 964)	(233 266)
Provisions pour dépréciation des participations en portage	8.1	(217 244)	(217 244)	(217 244)
Provisions pour dépréciation des fonds à capital risque	8.1	(3 328 111)	(2 593 321)	(3 530 829)
Provisions pour dépréciation des intérêts courus sur portage		(91 344)	(91 344)	(91 344)
<b>Total net</b>		<b>15 432 849</b>	<b>13 122 213</b>	<b>14 180 056</b>

### 8.1. Portefeuille investissement :

Le portefeuille investissement net des provisions corrélatives s'élève, au 30 juin 2017, à 15.309.015 DT. Il se détaille comme suit :

DESIGNATION	Nombre de titres	valeur nominale	Coût unitaire	% part.	Montant brut	Provisions	Montant net
<b>PARTICIPATIONS DIRECTES :</b>					<b>8 283 862</b>	<b>(238 711)</b>	<b>8 045 150</b>
- ARAB TUNISIAN INVEST - SICAF	20 000	5	8,303	1,73%	166 055	(45 613)	120 442
- SARI	9 900	100	115,531	30,00%	1 143 756	-	1 143 756
- PHENICIA SEED FUND	500	848	848,101	5,04%	424 051	(141 730)	282 321
- PHENICIA FUND	500	1 000	1 000	8,88%	500 000	(1 368)	498 632
- SENED SICAR	-	-	-	-	50 000	(50 000)	-
- UNIFACTOR	340 000	5	5	11,33%	1 700 000	-	1 700 000
- SICAR INVEST	30 000	10	10	3,75%	300 000	-	300 000
- CLINIQUE INTERNATIONALE LES PINS	100 000	10	10	6,71%	1 000 000	-	1 000 000
- POLYCLINIQUE SYPHAX	10 000	100	100	9,15%	1 000 000	-	1 000 000
- BRIQUETERIE DJBEL OUEST	20 000	100	100	5,23%	2 000 000	-	2 000 000
<b>PARTICIPATIONS EN PORTAGE :</b>					<b>217 244</b>	<b>(217 244)</b>	<b>-</b>
- SOCIETE NOUR EL KANTAOUI	1 518	100	100	-	151 800	(151 800)	-
- SOCIETE DINDY	16 000	10	4,090	-	65 444	(65 444)	-
<b>FONDS CONFIES EN GESTION POUR COMPTE : (*)</b>					<b>10 511 976</b>	<b>(3 328 111)</b>	<b>7 183 865</b>
- FG 1 SICAR INVEST	-	-	-	-	-	-	-
- FG 2 SICAR INVEST	-	-	-	-	133 200	-	133 200
- FG 3 SICAR INVEST	-	-	-	-	2 000 000	(250 000)	1 750 000
- FG 1 ATD SICAR	-	-	-	-	-	-	-
- FG 2 ATD SICAR	-	-	-	-	319 370	-	319 370
- FG 3 ATD SICAR	-	-	-	-	460 000	(303 750)	156 250
- FG 4 ATD SICAR	-	-	-	-	1 500 006	(1 016 037)	483 969
- FG 5 ATD SICAR	-	-	-	-	3 021 900	(1 488 915)	1 532 985
- FG 6 ATD SICAR	-	-	-	-	3 077 500	(269 409)	2 808 091
<b>OBLIGATIONS :</b>					<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>
- EMPRUNT NATIONAL 2014 (Catégorie B)	1 000	100	-	-	80 000	-	80 000
<b>TOTAL EN DT</b>					<b>19 093 082</b>	<b>(3 784 067)</b>	<b>15 309 015</b>

(\*) Les emplois et les ressources des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte chez SICAR INVEST et ATD SICAR totalisent, au 30 juin 2017, la somme de 10.637.782 DT et se présentent comme suit :

	SICAR INVEST		ATD SICAR					Total au 30/06/2017
	Année de libération: FG 2 2008	FG 3 2012	FG 2 2007	FG 3 2008	FG 4 2009	FG 5 2010	FG 6 2011	
<b>Emplois sur fonds à capital risque</b>								
Participations en rétrocession	24 410	1 900 000	319 370	460 000	500 000	3 021 900	3 077 500	<b>9 303 180</b>
Autres participations ciblées	-	-	-	-	1 000 006	-	-	<b>1 000 006</b>
Placements	191 872	130 896	-	976	-	-	2 063	<b>325 807</b>
Débiteurs divers	7 500	-	-	-	-	-	-	<b>7 500</b>
Disponibilités en Banques	423	535	-	122	-	31	177	<b>1 289</b>
<b>Total des emplois</b>	<b>224 206</b>	<b>2 031 431</b>	<b>319 370</b>	<b>461 098</b>	<b>1 500 006</b>	<b>3 021 931</b>	<b>3 079 740</b>	<b>10 637 782</b>
<b>Ressources des fonds à capital risque</b>								
Dotations remboursables	133 200	2 000 000	319 370	460 000	1 500 006	3 021 900	3 077 500	<b>10 511 976 (a)</b>
Excédents antérieurs en instance de virement	73 245	110	-	-	(154)	-	-	<b>73 201 (b)</b>
<b>Excédent de la période</b>	<b>15 902</b>	<b>31 321</b>	<b>(6)</b>	<b>1 098</b>	<b>(89)</b>	<b>31</b>	<b>2 240</b>	<b>50 499 (c)</b>
Créditeurs divers	1 858	-	-	-	-	-	-	<b>1 858</b>
Découverts bancaires	-	-	6	-	242	-	-	<b>248</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>224 206</b>	<b>2 031 431</b>	<b>319 370</b>	<b>461 098</b>	<b>1 500 006</b>	<b>3 021 931</b>	<b>3 079 740</b>	<b>10 637 782</b>

(a) = Fonds à capital risque confiés en gestion pour compte / (b) + (c) = Produits à recevoir sur fonds à capital risque

L'origine de l'excédent des produits sur les charges, réalisé par fonds, au titre de la période close le 30 juin 2017 se détaille comme suit :

+ Plus-values de rétrocession	8 103	26 000	-	-	-	-	-	<b>34 103</b>
+ Produits nets des placements	7 801	5 376	-	1 098	-	47	2 257	<b>16 579</b>
+ Dividendes	7 801	5 376	-	38	-	-	79	<b>13 329</b>
+ Intérêts	-	-	-	-	-	-	35	<b>3 285</b>
+ Plus-values de cession	-	-	-	1 060	-	47	2 143	<b>3 250</b>
- Services bancaires & assimilés	(1)	(54)	(6)	-	(89)	(16)	(17)	<b>(183)</b>
<b>Excédent de la période</b>	<b>15 902</b>	<b>31 321</b>	<b>(6)</b>	<b>1 098</b>	<b>(89)</b>	<b>31</b>	<b>2 240</b>	<b>50 499</b>

**Note 9. Immobilisations incorporelles :**

Les immobilisations incorporelles englobent exclusivement le coût d'acquisition des logiciels. Elles totalisent, au 30 juin 2017, une valeur nette comptable de 6.469 DT contre 9.505 DT au 30 juin 2016. Le tableau de variation des immobilisations incorporelles et des amortissements y afférents, au cours du premier semestre de l'exercice 2017, se présente comme suit :

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Cessions/ Retraits	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Cessions/ Retraits	Fin de période	
Logiciels	33,3%	230 268	-	-	230 268	221 208	2 590	-	223 799	6 469
<b>TOTAUX</b>		<b>230 268</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>230 268</b>	<b>221 208</b>	<b>2 590</b>	<b>-</b>	<b>223 799</b>	<b>6 469</b>

**Note 10. Immobilisations corporelles :**

Cette rubrique totalise, au 30 juin 2017, une valeur nette comptable de 5.055.419 DT contre 4.697.474 DT au 30 juin 2016. Le tableau de variation des immobilisations corporelles et des amortissements y afférents, au cours du premier semestre de l'exercice 2017, se présente comme suit :

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes				Amortissements				Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Cessions/ Retraits	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Cessions/ Retraits	Fin de période	
Terrains	-	14 250	-	-	14 250	-	-	-	-	14 250
Constructions	2% & 5%	4 315 806	-	-	4 315 806	1231 216	46 876	-	1278 092	3037 714
Matériel de transport (*)	20,0%	1 406 827	432 514	233 450	1 605 891	572 748	147 756	198 910	521 595	1084 296
Equipements de bureau	10,0%	529 743	12 195	-	541 938	375 049	11 868	-	386 917	155 021
Matériel informatique	33,3%	670 918	57 254	750	727 422	514 409	43 243	750	556 902	170 519
Installations générales	10,0%	1 160 383	46 644	-	1 207 027	572 517	40 891	-	613 408	593 619
Immobilisations en cours	-	29 181	12 861	42 042	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAUX</b>		<b>8 127 109</b>	<b>561 467</b>	<b>276 242</b>	<b>8 412 334</b>	<b>3 265 940</b>	<b>290 634</b>	<b>199 660</b>	<b>3 356 915</b>	<b>5 055 419</b>

(\*) Parmi les éléments de la rubrique "Matériel de transport" figurent des véhicules exploités dans le cadre de contrats de location financement. La valeur brute, les amortissements cumulés et la valeur nette comptable de ces actifs se détaille, comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
+ Valeur Brute	556 655	556 655	556 655
- Amortissements antérieurs	(95 934)	(3 698)	(3 698)
- Amortissements de la période	(55 208)	(36 267)	(92 236)
<b>= Valeur Nette comptable</b>	<b>405 513</b>	<b>516 690</b>	<b>460 721</b>

#### Note 11. Autres actifs :

Cette rubrique totalise au 30 juin 2017 la somme de 10.753.379 DT contre 8.869.443 DT au 30 juin 2016 et se détaille comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
<b>Instrument de couverture</b>	<b>4 053 277</b>	<b>1 203 475</b>	<b>1 037 546</b>
<b>Prêts et avances au personnel</b>	<b>995 769</b>	<b>1 099 473</b>	<b>1 075 697</b>
- Échéances à plus d'un an sur prêts	738 902	838 102	816 667
- Échéances à moins d'un an sur prêts	256 867	261 371	259 029
- Avances et acomptes	4 426	4 426	4 426
- Moins : provisions	(4 426)	(4 426)	(4 426)
<b>Dépôts et cautionnements</b>	<b>37 898</b>	<b>37 898</b>	<b>37 898</b>
- Créances immobilisées	45 522	45 522	45 522
- Moins : provisions	(7 624)	(7 624)	(7 624)
<b>Charges reportées</b>	<b>1 793 879</b>	<b>1 827 468</b>	<b>1 712 297</b>
- Frais d'émission des emprunts	<b>11.1</b> 1 793 879	1 827 468	1 712 297
<b>Etat, impôts et taxes (actif) :</b>	<b>3 324 159</b>	<b>4 095 260</b>	<b>863 565</b>
- Report d'impôt sur les sociétés	<b>16.1</b> -	-	247 559
- Report de TVA	3 304 912	4 059 808	614 769
- Avance TFP	4 452	8 838	-
- Retenues à la source	<b>11.2</b> 78 602	78 205	65 044
- Moins : provisions	<b>11.2</b> (63 807)	(51 591)	(63 807)
<b>Autres débiteurs :</b>	<b>202 698</b>	<b>153 221</b>	<b>177 060</b>
- Avance aux fournisseurs	177 060	6 953	177 060
- Fonds de péréquation des changes	25 638	146 268	-
- Autres débiteurs divers	78 157	57 553	55 061
- Moins : provisions	(78 157)	(57 553)	(55 061)
<b>Comptes de régularisation actif :</b>	<b>345 699</b>	<b>452 649</b>	<b>365 419</b>
- Produits à recevoir	214 271	231 846	118 686
- Charges constatées d'avance	115 117	220 803	246 733
<b>Total</b>	<b>10 753 379</b>	<b>8 869 443</b>	<b>5 269 482</b>

### 11.1. Frais d'émission des emprunts :

Les frais d'émission des emprunts sont résorbés systématiquement sur la durée de l'emprunt, au prorata des intérêts courus [Cf. Note 3 (c-5)]. Le tableau des mouvements des frais d'émission des emprunts se présente, au 30 juin 2017, comme suit :

Désignation	Valeurs brutes				Résorptions				Valeur comptable nette
	Début de période	Additions	Régul.	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Régul.	Fin de période	
Frais d'émission des obligations ATL 2008/2	121 625	-	-	121 625	114 710	2 997	-	117 706	<b>3 919</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2010/2	203 423	-	-	203 423	195 380	3 809	-	199 189	<b>4 234</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2011/1	185 457	-	-	185 457	160 588	8 224	-	168 812	<b>16 645</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2012/1	175 503	-	(175 503)	-	170 662	4 840	(175 503)	-	-
Frais d'émission des obligations ATL 2013/1	175 390	-	-	175 390	124 698	12 569	-	137 267	<b>38 123</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2013/2	226 037	-	-	226 037	140 864	16 838	-	157 702	<b>68 335</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2014/1	221 975	-	-	221 975	168 336	17 758	-	186 094	<b>35 881</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2014/2	222 583	-	-	222 583	134 162	20 318	-	154 480	<b>68 103</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2014/3	442 791	-	-	442 791	198 763	45 071	-	243 834	<b>198 957</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2015/1	433 378	-	-	433 378	136 305	44 330	-	180 635	<b>252 743</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2015/2	439 665	-	-	439 665	86 117	47 819	-	133 937	<b>305 728</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2016/1	324 801	-	-	324 801	37 871	36 620	-	74 491	<b>250 310</b>
Frais d'émission des obligations ATL 2017/1	173 900	370 275	-	544 175	-	36 613	-	36 613	<b>507 562</b>
Frais d'émission de l'emprunt SANAD	56 004	-	-	56 004	21 779	18 686	-	40 465	<b>15 539</b>
Frais d'émission du CMT BNA	-	15 000	-	15 000	-	1 726	-	1 726	<b>13 274</b>
Frais d'émission du CMT ATB	-	15 000	-	15 000	-	476	-	476	<b>14 524</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>3 402 533</b>	<b>400 275</b>	<b>(175 503)</b>	<b>3 627 305</b>	<b>1 690 236</b>	<b>318 692</b>	<b>(175 503)</b>	<b>1 833 426</b>	<b>1 793 879</b>

La dotation de la période aux résorptions des frais d'émission des emprunts s'élevant à 318.692 DT figure parmi les charges financières.

### 11.2. Retenues à la source :

Figurent sous cet intitulé les retenues à la source opérées par les tiers et non appuyées par les certificats correspondants ainsi que les provisions pour dépréciation y afférentes. Ces retenues à la source ne rentrent pas dans la liquidation de l'impôt sur les sociétés exigible.

### Note 12. Concours bancaires et dettes rattachées :

Ce poste totalise au 30 juin 2017 la somme de 1.695 DT contre 1.726.195 DT au 30 juin 2016 et se détaille comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
Banques, découverts	1 695	1 726 195	-
<b>Total</b>	<b>1 695</b>	<b>1 726 195</b>	<b>-</b>

### Note 13. Emprunts et dettes rattachées :

Les emprunts et dettes rattachées ont atteint 462.939.796 DT au 30 juin 2017 contre 395.601.645 DT au 30 juin 2016 et se détaillent comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
<b>+ Valeur de remboursement des emprunts (1)</b>	<b>452 361 389</b>	<b>385 176 288</b>	<b>400 331 612</b>
Emprunts obligataires	277 234 000	284 788 000	277 778 000
Emprunts auprès des B & E.F	66 799 768	71 063 948	95 409 378
Emprunts extérieurs	108 327 621	29 324 340	27 144 234
<b>+ Intérêts post-comptés courus (2)</b>	<b>10 272 750</b>	<b>10 332 058</b>	<b>13 337 217</b>
Intérêts courus sur emprunts obligataires	8 506 527	8 861 742	11 740 808
Intérêts courus sur emprunts auprès des B & E.F	1 083 289	1 157 104	1 113 019
Intérêts courus sur emprunts extérieurs	682 935	313 212	483 389
<b>+ Contributions à payer au F.P.C (3)</b>	<b>305 657</b>	<b>93 299</b>	<b>86 934</b>
<b>Total général (1) + (2) + (3)</b>	<b>462 939 796</b>	<b>395 601 645</b>	<b>413 755 762</b>

**B & E.F** : Banques et Etablissements Financiers

**F.P.C** : Fonds de Péréquation des Changes

#### 13.1. Valeur de remboursement des emprunts :

La valeur de remboursement des emprunts s'établit à 452.361.389 DT au 30 juin 2017 contre 385.176.288 DT au 30 juin 2016 et 400.331.612 DT au 31 décembre 2016.

Par rapport au 31 décembre 2016, la valeur de remboursement des emprunts a enregistré, au 30 juin 2017, un accroissement net de 52.029.777 DT expliqué comme suit :

DESIGNATION	Soldes en début de période	Mouvements de la période			Soldes en fin de période		
		+ Utilisations	- Remboursements	± Différences de change	Solde global	Echéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<b><u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u></b>							
ATL subordonné 2008/2	6 000 000	-	-	-	6 000 000	3 000 000	3 000 000
ATL 2010/2	7 000 000	-	-	-	7 000 000	-	7 000 000
ATL 2011/1	18 000 000	-	(6 000 000)	-	12 000 000	6 000 000	6 000 000
ATL 2012/1	6 000 000	-	(6 000 000)	-	-	-	-
ATL 2013/1	24 000 000	-	(6 000 000)	-	18 000 000	12 000 000	6 000 000
ATL 2013/2	28 800 000	-	-	-	28 800 000	21 600 000	7 200 000
ATL 2014/1	12 000 000	-	(4 000 000)	-	8 000 000	4 000 000	4 000 000
ATL 2014/2	15 772 000	-	(4 000 000)	-	11 772 000	7 772 000	4 000 000
ATL 2014/3	36 016 000	-	(3 984 000)	-	32 032 000	24 032 000	8 000 000
ATL 2015/1	38 300 000	-	-	-	38 300 000	36 600 000	1 700 000
ATL 2015/2	40 000 000	-	(2 810 000)	-	37 190 000	34 380 000	2 810 000
ATL 2016/1	30 000 000	-	(1 860 000)	-	28 140 000	26 280 000	1 860 000
ATL 2017/1	15 890 000	34 110 000	-	-	50 000 000	46 909 200	3 090 800
<b><u>Total des emprunts obligataires</u></b>	<b>277 778 000</b>	<b>34 110 000</b>	<b>(34 654 000)</b>	<b>-</b>	<b>277 234 000</b>	<b>222 573 200</b>	<b>54 660 800</b>
<b><u>EMPRUNTS IMPUTES SUR DES LIGNES EXTERIEURES</u></b>							
BIRD	12 857 143	-	(571 429)	-	12 285 714	11 142 857	1 142 857
BAD	4 435 368	-	(341 182)	-	4 094 185	3 411 821	682 364
BEI	-	33 013 285	-	1 907 500	34 920 786	34 920 786	-
SANAD Fund	9 851 724	27 600 000	(1 281 077)	1 428 489	37 599 136	34 786 240	2 812 896
GREEN FOR GROWTH Fund	-	19 320 000	-	107 800	19 427 800	19 427 800	-
<b><u>Total des emprunts imputés sur des lignes extérieures</u></b>	<b>27 144 234</b>	<b>79 933 285</b>	<b>(2 193 687)</b>	<b>3 443 789</b>	<b>108 327 621</b>	<b>103 689 504</b>	<b>4 638 117</b>

DESIGNATION	Soldes en début de période	Mouvements de la période			Soldes en fin de période		
		+ Utilisations	- Remboursements	± Différences de change	Solde global	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<b><u>AUTRES EMPRUNTS ET CONCOURS BANCAIRES</u></b>							
ATB (CMT)	-	6 000 000	-	-	6 000 000	4 800 000	1 200 000
BNA (CMT)	-	15 000 000	(750 000)	-	14 250 000	11 250 000	3 000 000
AL BARAKA BANK (CMT)	5 000 000	-	(770 081)	-	4 229 919	2 616 219	1 613 700
CITI BANK (CCT)	30 000 000	43 000 000	(73 000 000)	-	-	-	-
ABC BANK (CCT)	9 000 000	9 000 000	(9 000 000)	-	9 000 000	-	9 000 000
ATTIJARI LEASING (Crédit Bail) (*)	10 373	-	(4 313)	-	6 060	-	6 060
TUNISIE LEASING (Crédit Bail) (*)	399 005	-	(85 216)	-	313 789	131 771	182 017
<b><u>Total des autres emprunts et concours bancaires</u></b>	<b>44 409 378</b>	<b>73 000 000</b>	<b>(83 609 610)</b>	<b>-</b>	<b>33 799 768</b>	<b>18 797 990</b>	<b>15 001 778</b>
<b><u>CERTIFICATS DE LEASING</u></b>							
AL BARAKA BANK	30 000 000	35 000 000	(42 000 000)	-	23 000 000	-	23 000 000
ZITOUNA BANK	21 000 000	10 000 000	(21 000 000)	-	10 000 000	-	10 000 000
<b><u>Total des certificats de leasing</u></b>	<b>51 000 000</b>	<b>45 000 000</b>	<b>(63 000 000)</b>	<b>-</b>	<b>33 000 000</b>	<b>-</b>	<b>33 000 000</b>
<b><u>BILLETS DE TRESORERIE</u></b>							
SANADETT SICAV 1	-	5 000 000	(5 000 000)	-	-	-	-
SANADETT SICAV 2	-	5 000 000	(5 000 000)	-	-	-	-
SANADETT SICAV 3	-	5 000 000	(5 000 000)	-	-	-	-
SANADETT SICAV 4	-	5 000 000	(5 000 000)	-	-	-	-
SANADETT SICAV 5	-	5 000 000	(5 000 000)	-	-	-	-
SANADETT SICAV 6	-	5 000 000	(5 000 000)	-	-	-	-
<b><u>Total des billets de trésorerie</u></b>	<b>-</b>	<b>30 000 000</b>	<b>(30 000 000)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b><u>TOTAL GENERAL</u></b>	<b>400 331 612</b>	<b>262 043 285</b>	<b>(213 457 297)</b>	<b>3 443 789</b>	<b>452 361 389</b>	<b>345 060 695</b>	<b>107 300 695</b>

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
<b>+ Paiements minimaux au titre de la location</b>	<b>342 278</b>	<b>552 471</b>	<b>447 375</b>
à payer dans moins d'1 an	207 084	210 193	210 193
à payer dans plus d'1 an et moins de 5 ans	135 194	342 278	237 182
à payer dans plus de 5 ans	-	-	-
<b>- Intérêts à courir</b>	<b>(22 429)</b>	<b>(57 397)</b>	<b>(37 997)</b>
<b>= Valeur actualisée des paiements minimaux</b>	<b>319 849</b>	<b>495 075</b>	<b>409 378</b>
à payer dans moins d'1 an	188 078	175 226	183 060
à payer dans plus d'1 an et moins de 5 ans	131 771	319 849	226 318
à payer dans plus de 5 ans	-	-	-

Les caractéristiques essentielles des contrats de crédit-bail conclus par l'ATL se présentent comme suit :

	Attijari Leasing	Tunisie Leasing 1	Tunisie Leasing 2	Tunisie Leasing 3	Tunisie Leasing 4
<b>Financement (DT)</b>	24 630	161 279	216 649	113 306	40 790
<b>Maturité</b>	36 mois	36 mois	36 mois	36 mois	36 mois
<b>Valeur résiduelle (DT)</b>	1	1	1	1	1

Pour lesdits contrats, il y a lieu de noter, également, que :

- Les charges de loyers de la période n'incluent pas de loyers conditionnels ;
- L'ATL n'a pas conclu de contrats de sous-location.

### 13.2. Analyse des emprunts par maturité :

	Au 30 Juin 2017							Au 30	Au 31	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal (1)	Intérêts courus (2)	Contributions à payer au F.P.C (3)	Jun 2016	Décembre 2016	
							Total Général (1)+(2)+(3)	Total Général	Total Général	
<b>Dettes représentées par un titre</b>										
<i>- Dettes représentées par un titre dont l'échéance est supérieure à un an à l'émission</i>										
Emprunts obligataires à taux fixe	500 000	40 360 800	173 934 800	29 448 400	244 244 000	7 194 394	-	251 438 394	249 453 285	259 499 936
Emprunts obligataires à taux variable	1 200 000	9 600 000	16 190 000	-	26 990 000	955 615	-	27 945 615	34 661 787	23 868 778
<b>Dettes subordonnées</b>										
<i>- Dettes subordonnées remboursables</i>										
Emprunts obligataires à taux fixe	2 800 000	-	2 800 000	-	5 600 000	336 153	-	5 936 153	8 904 459	5 741 764
Emprunts obligataires à taux variable	200 000	-	200 000	-	400 000	20 365	-	420 365	630 211	408 329
<b>Autres fonds empruntés</b>										
<i>- Emprunts contractés auprès d'établissements financiers étrangers</i>										
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	-	1 142 857	6 793 984	4 348 874	12 285 714	539 061	-	12 824 775	13 612 037	13 221 253
Banque Africaine de Développement (BAD)	-	682 364	2 729 457	682 364	4 094 185	26 750	-	4 120 936	4 805 358	4 464 175
Banque Européenne d'Investissement (BEI)	-	-	20 952 471	13 968 314	34 920 786	18 631	231 689	35 171 106	-	-
SANAD Fund (SANAD)	-	2 812 896	31 702 460	3 083 780	37 599 136	94 769	73 968	37 767 872	11 313 456	10 029 129
Green for Growth Fund (GGF)	-	-	12 363 133	7 064 667	19 427 800	3 724	-	19 431 524	-	-
<i>- Emprunts contractés auprès d'établissements financiers tunisiens</i>										
<i>Certificats de leasing</i>										
AL BARAKA BANK	23 000 000	-	-	-	23 000 000	677 619	-	23 677 619	35 801 606	30 436 312
ZITOUNA BANK	10 000 000	-	-	-	10 000 000	136 875	-	10 136 875	8 119 143	21 284 415
<i>Crédits directs</i>										
ATB	-	1 200 000	4 800 000	-	6 000 000	35 650	-	6 035 650	-	-
BNA	750 000	2 250 000	11 250 000	-	14 250 000	87 044	-	14 337 044	504 753	-
CITI BANK	-	-	-	-	-	-	-	-	27 230 711	30 192 850
ABC BANK	4 000 000	5 000 000	-	-	9 000 000	66 896	-	9 066 896	-	9 107 568
<i>Autres concours</i>										
ATTJARI LEASING	2 230	3 830	-	-	6 060	-	-	6 060	14 497	10 373
TUNISIE LEASING	44 024	137 993	131 771	-	313 789	-	-	313 789	480 578	399 005
AL BARAKA BANK	794 339	819 361	2 616 219	-	4 229 919	79 205	-	4 309 124	69 764	5 091 875
<b>Total</b>	<b>43 290 593</b>	<b>64 010 101</b>	<b>286 464 295</b>	<b>58 596 399</b>	<b>452 361 389</b>	<b>10 272 750</b>	<b>305 657</b>	<b>462 939 796</b>	<b>395 601 645</b>	<b>413 755 762</b>

**Note 14. Dettes envers la clientèle :**

Les dettes envers la clientèle ont atteint 10.759.776 DT au 30 juin 2017 contre 7.853.202 DT au 30 juin 2016 et se détaillent comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
Avances et acomptes reçus des clients	10 759 776	7 853 202	3 213 978
Dépôt et cautionnement reçus	-	-	-
<b>Total</b>	<b>10 759 776</b>	<b>7 853 202</b>	<b>3 213 978</b>

**Note 15. Fournisseurs et comptes rattachés :**

Les dettes envers les fournisseurs totalisent 43.207.635 DT au 30 juin 2017 contre 35.960.889 DT au 30 juin 2016 et se détaillent comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
<b><i>Fournisseurs de biens</i></b>	<b><i>42 689 674</i></b>	<b><i>35 707 703</i></b>	<b><i>34 307 472</i></b>
Fournisseurs, factures parvenues	2 500 079	2 930 961	3 737 775
Fournisseurs, factures non parvenues	2 986 813	2 676 170	1 372 244
Effets à payer	37 202 782	30 100 572	29 197 453
<b><i>Autres fournisseurs (2)</i></b>	<b><i>517 961</i></b>	<b><i>253 185</i></b>	<b><i>614 970</i></b>
Compagnies d'assurance	926	926	926
Fournisseurs d'immobilisations propres	71 524	38 984	56 094
Divers fournisseurs	445 511	213 275	557 949
<b>Total général (1) + (2)</b>	<b>43 207 635</b>	<b>35 960 889</b>	<b>34 922 441</b>

**Note 16. Autres passifs :**

Les autres passifs totalisent 3.582.564 DT au 30 juin 2017 contre 3.089.340 DT au 30 juin 2016 et se détaillent comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
<b>Provisions pour risques et charges :</b>	<b>218 963</b>	<b>88 963</b>	<b>88 963</b>
- Provision pour risque fiscal	88 963	88 963	88 963
- Provision pour risque social (Cf. note 43.1)	130 000	-	-
<b>Etat impôts et taxes :</b>	<b>1 157 623</b>	<b>1 089 849</b>	<b>1 653 467</b>
- Impôt sur les sociétés à payer <b>16.1</b>	615 352	358 562	-
- Autres impôts et taxes	542 270	731 287	1 653 467
<b>Personnel :</b>	<b>1 102 542</b>	<b>940 029</b>	<b>1 281 572</b>
- Bonus et primes de bilan à payer	792 810	717 151	1 077 214
- Congés à payer	309 732	222 878	204 358
<b>Créditeurs divers</b>	<b>8 458</b>	<b>1 735</b>	<b>1 535</b>
- Actionnaires, dividendes à payer	304	251	251
- Autres créditeurs divers	8 154	1 484	1 284
<b>Organismes de sécurité sociale</b>	<b>436 102</b>	<b>273 508</b>	<b>237 851</b>
<b>Autres charges à payer</b>	<b>592 988</b>	<b>461 014</b>	<b>846 171</b>
<b>Comptes de régularisation passif :</b>	<b>65 888</b>	<b>234 243</b>	<b>61 290</b>
- Produits constatés d'avance	-	-	-
- Comptes d'attente à régulariser	65 888	234 243	61 290
<b>Total</b>	<b>3 582 564</b>	<b>3 089 340</b>	<b>4 170 849</b>

**16.1. Impôt sur les sociétés à payer (ou report d'I.S.) :**

Ce poste peut être détaillé comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
+ Impôt sur les sociétés dû	1 621 889	1 559 130	3 370 588
- Acomptes provisionnels	(1 001 795)	(1 198 345)	(3 595 034)
- Retenues à la source opérées par les tiers	(4 742)	(2 224)	(23 113)
<b>Dettes (report) d'impôt exigible</b>	<b>615 352</b>	<b>358 562</b>	<b>(247 559)</b>

## Note 17. Capitaux propres :

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Prime d'émission	17 000 000	17 000 000	17 000 000
Réserve légale (A)	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Réserve pour réinvestissements exonérés	18 152 283	15 545 183	15 545 183
Réserve extraordinaires	6 000 000	5 000 000	5 000 000
Réserves pour fonds social (B)	1 507 474	1 507 474	1 507 474
Résultats reportés	286 662	1 884 533	1 884 533
<i>Capitaux propres avant résultat de la période</i>	<i>70 446 418</i>	<i>68 437 189</i>	<i>68 437 189</i>
Résultat net de la période (1)	3 052 143	2 934 041	8 009 229
<b>Total des capitaux propres avant affectation (D)</b>	<b>73 498 562</b>	<b>71 371 230</b>	<b>76 446 418</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (2)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Résultat de base par action de valeur nominale de 1 DT (1) / (2) (C)	0,122	0,117	0,320

(A) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat net, majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, à la réserve légale.

(B) Le fonds social est constitué par une affectation des résultats de l'exercice et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est exclusivement dédié à des utilisations remboursables sous forme de prêts au personnel.

(C) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. [Cf. la note 3 (c-12)].

(D) Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Réserve pour R.E (*)	Réserve extra-ordinaires	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Résultat de la période	Total
<b>Soldes au 31 Décembre 2015</b>	<b>25 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>17 048 127</b>	-	<b>1 507 474</b>	<b>4 363 551</b>	<b>6 518 038</b>	<b>73 937 189</b>
Réaffectation de réserves en résultats reportés				(1 502 944)			1 502 944		-
Affectations décidées par l'AGO du 2 juin 2016					5 000 000		(3 981 962)	(1 018 038)	-
Dividendes décidés par l'AGO du 2 juin 2016								(5 500 000)	(5 500 000)
<b>Résultat net premier semestre 2016</b>								<b>2 934 041</b>	<b>2 934 041</b>
<b>Soldes au 30 Juin 2016</b>	<b>25 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>15 545 183</b>	<b>5 000 000</b>	<b>1 507 474</b>	<b>1 884 533</b>	<b>2 934 041</b>	<b>71 371 230</b>
<b>Résultat net deuxième semestre 2016</b>								<b>5 075 189</b>	<b>5 075 189</b>
<b>Soldes au 31 Décembre 2016</b>	<b>25 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>15 545 183</b>	<b>5 000 000</b>	<b>1 507 474</b>	<b>1 884 533</b>	<b>8 009 229</b>	<b>76 446 418</b>
Réaffectation de réserves en résultats reportés				(1 392 900)			1 392 900		-
Affectations décidées par l'AGO du 11 mai 2017				4 000 000	1 000 000		(2 990 771)	(2 009 229)	-
Dividendes décidés par l'AGO du 11 mai 2017								(6 000 000)	(6 000 000)
<b>Résultat net premier semestre 2017</b>								<b>3 052 143</b>	<b>3 052 143</b>
<b>Soldes au 30 Juin 2017</b>	<b>25 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>18 152 283</b>	<b>6 000 000</b>	<b>1 507 474</b>	<b>286 662</b>	<b>3 052 143</b>	<b>73 498 562</b>

(\*) Réinvestissements exonérés

**Note 18. Produits de leasing :**

Les produits de leasing se détaillent comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
<b>Intérêts et revenus assimilés (1)</b>	<b>26 040 507</b>	<b>23 467 823</b>	<b>49 089 737</b>
Marges financières nettes de leasing (A)	26 125 952	22 683 661	46 840 741
Préloyers (B)	36 222	106 411	216 388
Intérêts de retard	1 069 311	1 132 753	2 301 932
Variation des produits réservés	(1 190 978)	(455 002)	(269 324)
<b>Autres produits sur opérations de leasing (2)</b>	<b>1 050 689</b>	<b>790 309</b>	<b>1 664 558</b>
Produits sur cessions anticipées de biens donnés en leasing	480 456	300 554	615 983
Récupération de frais de dossiers	229 888	206 999	465 873
Récupération de frais de rejet	327 285	280 656	572 718
Récupération de frais de télégramme	13 060	2 102	9 984
<b>Total (1) + (2)</b>	<b>27 091 196</b>	<b>24 258 133</b>	<b>50 754 294</b>
<b>- Encours financiers des contrats actifs</b>			
. Au début de la période	493 277 384	442 987 596	442 987 596
. A la fin de la période	533 721 815	473 365 161	493 277 384
. Moyenne (C)	513 499 599	458 176 379	468 132 490
<b>- Produits de la période (D) = (A) + (B)</b>	<b>26 162 174</b>	<b>22 790 072</b>	<b>47 057 129</b>
<b>- Taux moyen (D)/(C)</b>	<b>10,19%</b>	<b>9,95%</b>	<b>10,05%</b>

**Note 19. Charges financières nettes :**

Les charges financières nettes se détaillent comparativement comme suit :

		Au 30 juin		Au 31
		2017	2016	décembre 2016
<b>Charges financières des emprunts (1)</b>	<b>(A)</b>	<b>14 670 376</b>	<b>12 982 426</b>	<b>27 032 913</b>
Intérêts sur emprunts obligataires		10 594 424	9 751 190	19 761 142
Intérêts sur emprunts auprès de B & E.F		1 734 901	780 742	1 886 514
Intérêts sur emprunts extérieurs		604 266	595 848	1 226 207
Contributions au F.P.C		398 586	217 868	392 465
Intérêts sur certificats de leasing		945 684	1 356 367	3 134 853
Intérêts sur billets de trésorerie		73 823	-	43 139
Commissions sur émission d'emprunts		-	6 100	25 210
Résorptions des frais d'émission des emprunts		318 692	274 311	563 382
<b>Autres charges financières nettes (2)</b>		<b>201 440</b>	<b>(77 424)</b>	<b>(136 351)</b>
Intérêts sur comptes courants		(52 473)	(72 707)	(117 990)
Autres produits financiers		(7 938)	(4 718)	(18 360)
Pertes de change sur actualisation des emprunts extérieurs non couverts par le F.P.C (*)		261 851	-	-
<b>Relation de couverture (3)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Gains et pertes nets de change sur actualisation des emprunts extérieurs		3 015 731	1 009 392	843 464
Gains et pertes nets sur instruments de couverture		(3 015 731)	(1 009 392)	(843 464)
<b>Total (1) + (2) + (3)</b>		<b>14 871 816</b>	<b>12 905 001</b>	<b>26 896 562</b>
- Encours des emprunts				
. Au début de la période		400 331 612	366 150 886	366 150 886
. A la fin de la période		452 361 389	385 176 288	400 331 612
. Moyenne	<b>(B)</b>	426 346 500	375 663 587	383 241 249
- Taux moyen	<b>(A)/(B)</b>	6,88%	6,91%	7,05%

**B & E.F :** Banques et Etablissements financiers

**F.P.C :** Fonds de Péréquation des Changes

(\*) Les tirages sur les lignes de crédits extérieurs contractées par l'ATL, le 28 juin 2017, auprès des fonds SANAD et Green for Growth Fund (GGF) respectivement pour 10.000.000 euros et 7.000.000 euros ont fait l'objet, le 30 juin 2017, d'une demande auprès du F.P.C pour bénéficier de la couverture contre le risque de change.

A la date d'arrêt des états financiers intermédiaires au titre de la période de six mois close le 30 juin 2017, la Commission Interministérielle siégeant conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-1649 du 26 juillet 1999 ne s'est pas encore réunie pour statuer sur ladite demande.

En conséquence les pertes de change latentes découlant de l'actualisation, au 30 juin 2017, de la dette en principal et en intérêts liée auxdits tirages et s'élevant à 261.851 DT n'ont pas été compensées par un produit d'égale montant à l'instar des emprunts extérieurs couverts.

#### Note 20. Produits des placements :

Les produits des placements se détaillent comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
<b>Revenus des placements à court terme (1)</b>	<b>(111)</b>	<b>13</b>	<b>101</b>
Gains/pertes latent(e)s sur titres OPCVM	(23)	-	88
Reprise de gains latents sur titres OPCVM	(88)	(51)	(51)
Gains sur cession de titres OPCVM	-	63	63
<b>Revenus des placements à long terme (2)</b>	<b>258 965</b>	<b>353 476</b>	<b>482 279</b>
Dividendes	185 916	249 192	249 192
Revenus nets des fonds gérés (Cf. note 8.1)	50 499	92 424	205 678
Intérêts sur obligations	3 050	3 110	6 159
Jetons de présence	19 500	12 500	25 000
Revenus de placements liés à une modification comptable	-	(3 750)	(3 750)
<b>Total (1) + (2)</b>	<b>258 853</b>	<b>353 489</b>	<b>482 381</b>

#### Note 21. Autres produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation se détaillent comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
Produits locatifs des contrats de location simple	32 273	36 713	75 497
Commissions d'études sur participations	4 985	-	-
Intérêts sur prêts au personnel	19 667	19 588	41 664
Subventions d'exploitation (Avance TFP)	48 895	41 507	41 507
Ristournes sur contrats d'assurance	135 380	65 567	115 567
Remboursement de sinistres sur immobilisations propres	43 029	9 724	26 171
<b>Total</b>	<b>284 229</b>	<b>173 098</b>	<b>300 406</b>

**Note 22. Charges de personnel :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
<b>Avantages à court terme (1)</b>	<b>2 843 079</b>	<b>2 193 956</b>	<b>4 720 755</b>
Salaires et compléments de salaires	1 979 002	1 421 578	3 258 856
Bonus et prime de bilan	306 813	412 724	775 250
Autres charges de personnel	334 876	178 261	335 899
Cotisations aux régimes de base de sécurité sociale (*)	210 338	172 035	332 815
Cotisations au régime de réparation des accidents de travail	12 050	9 358	17 936
<b>Avantages postérieurs à l'emploi (2)</b>	<b>343 630</b>	<b>298 941</b>	<b>574 856</b>
Cotisations patronales au régime de retraite de base	169 324	138 490	267 919
Cotisations patronales au régime de retraite complémentaire	54 373	48 358	86 515
Primes d'assurance-Complément retraite	89 932	86 380	164 061
Primes d'assurance-Indemnité de départ à la retraite	30 000	25 713	56 361
<b>Total (1) + (2)</b>	<b>3 186 709</b>	<b>2 492 897</b>	<b>5 295 612</b>

(\*) Prestations familiales, assurances sociales et assurance maladie.

**Note 23. Autres charges d'exploitation :**

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
Honoraires et autres rémunérations	379 972	317 881	704 514
Achats d'exploitation (carburants, traites, etc.)	134 237	189 554	277 348
Autres impôts et taxes	179 511	152 832	316 439
Publicité, publications et relations publiques	149 255	80 931	211 627
Frais postaux et de télécommunication	150 144	77 267	229 163
Services bancaires et assimilés	226 137	255 913	487 932
Frais d'entretien, nettoyage et gardiennage	74 541	71 175	180 118
Cotisations APB	15 400	19 763	19 763
Loyers et charges locatives	32 609	26 591	56 167
Frais de gestion des valeurs mobilières	92 932	76 621	121 127
Autres charges d'exploitation	142 328	171 658	330 873
Charges d'exploitation liées à une modification comptable	-	60 085	60 085
<b>Total</b>	<b>1 577 067</b>	<b>1 500 270</b>	<b>2 995 155</b>

**Note 24. Dotations aux amortissements et aux résorptions :**

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements et aux comptes de résorptions de frais préliminaires se détaillent comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 590	3 261	5 677
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	290 634	196 515	464 867
<b>Total</b>	<b>293 225</b>	<b>199 777</b>	<b>470 544</b>

**Note 25. Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées :**

Le coût du risque de contrepartie encouru sur la clientèle ainsi que les dotations nettes des reprises de provisions pour dépréciation des autres actifs et pour risques et charges se présentent comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
<b>Coût du risque (1)</b>	<b>3 177 337</b>	<b>3 077 005</b>	<b>2 576 587</b>
+ Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	6 351 858	5 898 984	6 963 479
- Reprises de provisions pour risques sur la clientèle	(3 113 441)	(2 746 978)	(4 311 892)
- Récupération de créances passées en pertes	(61 079)	(75 000)	(75 000)
<b>Variation des provisions pour dépréciation des autres actifs (2)</b>	<b>23 095</b>	<b>(1 023)</b>	<b>8 701</b>
+ Dotations	24 015	-	12 215
- Reprises	(919)	(1 023)	(3 514)
<b>Variation des provisions pour risques et charges (3)</b>	<b>130 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
+ Dotations (Cf. note 43.1)	130 000	-	-
- Reprises	-	-	-
<b>Total (1) + (2) + (3)</b>	<b>3 330 433</b>	<b>3 075 982</b>	<b>2 585 288</b>

**Note 26. Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres :**

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres se détaillent comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Dotations	135 779	288 397	1 274 048
- Reprises	(333 052)	-	(55 840)
<b>Total</b>	<b>(197 273)</b>	<b>288 397</b>	<b>1 218 208</b>

**Note 27. Impôt sur les bénéfices :**

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
Charge courante d'impôt sur les bénéfices	1 621 889	1 559 130	3 370 588 (*)
<b>Total</b>	<b>1 621 889</b>	<b>1 559 130</b>	<b>3 370 588</b>

(\*) Compte tenu du reclassement de la Contribution Conjoncturelles Exceptionnelle (Cf. Note 5).

**Note 28. Encaissements autres que leasing :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Encaissements sur créances des contrats de location simple	21 108	37 313	74 601
+ Commissions d'études perçues sur participations	4 985	-	-
+ Jetons de présence perçus	7 500	12 500	25 000
+ Ristournes encaissées sur contrats d'assurance	235 380	15 567	15 567
+ Remboursement de sinistres sur immobilisations propres	43 029	9 724	26 171
<b>Total</b>	<b>312 001</b>	<b>75 103</b>	<b>141 339</b>

**Note 29. Intérêts perçus :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Intérêts perçus sur placements à long terme	6 150	6 184	6 184
± Variation des différences d'estimation sur titres OPCVM	(111)	(51)	38
+ Gains sur cession de titres OPCVM	-	63	63
+ Intérêts perçus sur comptes courants bancaires débiteurs	98 250	85 132	128 755
+ Intérêts perçus sur prêts au personnel	19 667	19 588	41 664
<b>Total</b>	<b>123 956</b>	<b>110 917</b>	<b>176 704</b>

**Note 30. Intérêts payés :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
+ Intérêts payés sur emprunts obligataires	13 828 705	10 555 327	17 686 214
+ Intérêts payés sur emprunts auprès de B & E.F	1 858 399	795 757	1 745 591
+ Intérêts payés sur emprunts extérieurs	444 013	453 530	940 228
+ Contributions payées au F.P.C	-	33 727	426 382
+ Intérêts payés sur certificats de leasing	851 917	1 043 811	3 022 319
+ Intérêts payés sur billets de trésorerie	73 823	-	43 139
+ Intérêts payés sur comptes courants bancaires	33 667	10 265	16 068
- Couverture du risque de change avéré sur intérêts	-	(16 188)	(62 840)
<b>Total</b>	<b>17 090 524</b>	<b>12 876 228</b>	<b>23 817 101</b>

**B & E.F :** Banques et Etablissements financiers

**F.P.C :** Fonds de Péréquation des Changes

**Note 31. Impôts sur le résultat payés :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
+ Impôt sur les sociétés payé	-	647 297	647 297
+ Acomptes provisionnels payés	717 311	1 180 045	3 550 126
+ Retenues à la source opérées par les tiers	42 588	29 701	47 526
<b>Total</b>	<b>759 899</b>	<b>1 857 043</b>	<b>4 244 949</b>

**Note 32. Dividendes reçus sur placements à long terme :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre 2016
	2017	2016	
+ Dividendes perçus sur titres UNIFACTOR	-	-	170 000
+ Dividendes perçus sur titres SAARI	-	79 192	79 192
+ Dividendes perçus sur autres titres	4 724	-	-
<b>Total</b>	<b>4 724</b>	<b>79 192</b>	<b>249 192</b>

**Note 33. Produits perçus des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Produits perçus sur FG 2 SICAR INVEST	-	24 950	75 955
+ Produits perçus sur FG 3 SICAR INVEST	-	47 032	49 876
+ Produits perçus sur FG 2 ATD SICAR	75 628	-	-
+ Produits perçus sur FG 3 ATD SICAR	39 393	65 852	65 852
+ Produits perçus sur FG 4 ATD SICAR	-	5 311	5 311
+ Produits perçus sur FG 5 ATD SICAR	7 114	58 836	58 836
+ Produits perçus sur FG 6 ATD SICAR	10 544	19 292	19 292
<b>Total</b>	<b>132 679</b>	<b>221 274</b>	<b>275 123</b>

**Note 34. Décaissements sur acquisition de placements à long terme :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Participation CLINIQUE INTERNATIONALE LES PINS	-	-	1 000 000
+ Participation POLYCLINIQUE SYPHAX	-	-	1 000 000
+ Participation BRIQUETERIE DJBEL OUEST	2 000 000	-	-
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>-</b>	<b>2 000 000</b>

**Note 35. Encaissements provenant de la cession de placements à long terme :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Remboursements sur fonds à capital risque	839 200	1 460 100	1 534 900
+ Remboursements sur emprunt national	20 000	-	-
<b>Total</b>	<b>859 200</b>	<b>1 460 100</b>	<b>1 534 900</b>

**Note 36. Décaissements sur acquisition d'immobilisations propres :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Coût d'entrée des immobilisations incorporelles acquises	-	-	1 970
+ Coût d'entrée des immobilisations corporelles acquises	561 467	829 972	1 514 055
- Immobilisations acquises en crédit-bail	-	(532 024)	(532 024)
- Transfert des immobilisations en cours en immobilisations achevées	(42 042)	-	(207 508)
+ TVA récupérable et autres droits sur acquisition d'immobilisations	9 581	40 893	96 749
+ Dettes envers les fournisseurs d'immobilisations en début de période	56 094	27 034	27 034
- Dettes envers les fournisseurs d'immobilisations en fin de période	(71 524)	(38 984)	(56 094)
<b>Total</b>	<b>513 576</b>	<b>326 891</b>	<b>844 181</b>

**Note 37. Encaissements provenant de la cession d'immobilisations propres :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Valeur brute des immobilisations cédées	234 200	246 513	468 329
- Amortissements cumulés des immobilisations cédées	(199 660)	(246 513)	(423 800)
± Résultat de cession des immobilisations	94 348	159 360	231 599
+ TVA à reverser sur immobilisations cédées	-	-	3 932
+ Créances sur cession d'immobilisations en début de période	12 571	15 290	15 290
- Créances sur cession d'immobilisations en fin de période	(11 171)	(13 944)	(12 571)
<b>Total</b>	<b>130 288</b>	<b>160 706</b>	<b>282 778</b>

**Note 38. Dividendes versés :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Détachement de dividendes	6 000 000	5 500 000	5 500 000
- Dividendes non versés	(53)	(57)	(57)
<b>Total</b>	<b>5 999 947</b>	<b>5 499 943</b>	<b>5 499 943</b>

**Note 39. Encaissements provenant des emprunts :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Encaissements sur émission d'emprunts obligataires	34 110 000	49 360 000	65 250 000
+ Encaissements sur emprunts extérieurs	79 933 285	1 994 010	1 994 010
+ Encaissements sur emprunts bancaires à moyen terme	21 000 000	-	5 000 000
+ Flux net sur crédits bancaires à court terme	-	-	11 000 000
+ Flux net sur certificats de leasing	-	-	6 000 000
<b>Total</b>	<b>135 043 285</b>	<b>51 354 010</b>	<b>89 244 010</b>

(\*)

(\*) Le rapprochement des utilisations de la période totalisant 262.043.285 DT et figurant au niveau de la note 13.1 "valeur de remboursement des emprunts" avec les encaissements provenant des emprunts totalisant 135.043.285 DT se présente comme suit :

Montant figurant dans la note 13.1	(1)	262 043 285
Montant figurant dans l'EFT et détaillé dans la présente note	(2)	135 043 285
<b>Ecart (1)-(2)</b>		<b>127 000 000</b>
<b>Justification de l'écart :</b>		
- Utilisations de crédits à court terme compensées avec les remboursements y afférents :		
* CITI BANK	(a)	43 000 000
* ABC BANK	(b)	9 000 000
- Utilisations au titre de certificats de leasing (à court terme) compensées avec les remboursements y afférents :		
* AL BARAKA BANK	(c)	35 000 000
* ZITOUNA BANK	(d)	10 000 000
- Utilisations au titre DE billets DE trésorerie compensées avec les Remboursements y afférents :		
* SANADETT SICAV	(e)	30 000 000
<b>Total Justification (a)+(b)+(c)+(d)+(e)</b>		<b>127 000 000</b>

**Note 40. Remboursement des emprunts :**

L'analyse de ce poste se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Remboursements sur emprunts obligataires	34 654 000	28 098 000	50 998 000
+ Remboursements sur emprunts auprès de B & E.F	1 609 610	2 190 930	2 845 500
+ Remboursements sur emprunts extérieurs	2 193 687	571 429	2 747 481
+ Flux net sur crédits bancaires à court terme	30 000 000	1 000 000	-
+ Flux net sur certificats de leasing	18 000 000	2 000 000	-
- Couverture du risque de change avéré sur principal	-	(520 812)	(1 020 512)
<b>Total</b>	<b>86 457 297</b>	<b>33 339 546</b>	<b>55 570 469</b>

(\*)

**B & E.F :** Banques et Etablissements financiers

(\*) Le rapprochement des remboursements de la période totalisant 213.457.297 DT et figurant au niveau de la note 13.1 "valeur de remboursement des emprunts" avec les décaissements liés à aux emprunts totalisant 86.457.297 DT se présente comme suit :

Montant figurant dans la note 13.1	(1)	213 457 297
Montant figurant dans l'EFT et détaillé dans la présente note	(2)	86 457 297
<b>Ecart (1)-(2)</b>		<b>127 000 000</b>

**Justification de l'écart :**

- Utilisations de crédits à court terme compensées avec les remboursements y afférents :		
* CITI BANK	(a)	43 000 000
* ABC BANK	(b)	9 000 000
- Utilisations au titre de certificats de leasing (à court terme) compensées avec les remboursements y afférents :		
* AL BARAKA BANK	(c)	35 000 000
* ZITOUNA BANK	(d)	10 000 000
- Utilisations au titre DE billets DE trésorerie compensées avec les Remboursements y afférents :		
* SANADETT SICAV	(e)	30 000 000
<b>Total Justification (a)+(b)+(c)+(d)+(e)</b>		<b>127 000 000</b>

**Note 41. Trésorerie :**

Le détail des composantes de la trésorerie de la société se présente comparativement comme suit :

	Au 30 juin		Au 31
	2017	2016	décembre 2016
+ Avoirs en banques	21 885 684	5 362 525	11 464 081
- Découverts bancaires	(1 695)	(1 726 195)	-
+ Avoirs chez les Intermédiaires en bourse	285	5 011	68
+ Avoirs en caisse	17 179	67 933	22 177
+ Placements en OPCVM de distribution obligatoire	4 920	-	5 031
<b>Total</b>	<b>21 906 373</b>	<b>3 709 274</b>	<b>11 491 357</b>

## Note 42. Transactions avec les parties liées :

### 42.1. Nature des relations avec les parties liées :

Les principales parties liées à la société ATL sont les actionnaires de référence exerçant sur les politiques opérationnelles et financières de celle-ci une influence notable ainsi que les sociétés apparentées auxdits actionnaires et ayant des dirigeants communs avec l'ATL. La liste des parties liées à l'ATL se présente comme suit :

<b>A.T.B</b>	Actionnaire détenant 32,62% du capital de l'ATL et exerçant sur les politiques opérationnelles et financières de celle-ci une influence notable.
<b>ENNAKL</b>	Actionnaire détenant 10,67% du capital de l'ATL et exerçant sur les politiques opérationnelles et financières de celle-ci une influence notable.
<b>B.N.A</b>	Actionnaire détenant 10% du capital de l'ATL et exerçant sur les politiques opérationnelles et financières de celle-ci une influence notable.
<b>ATD SICAR</b>	Filiale de l'A.T.B et ayant des dirigeants communs avec l'A.T.L (% d'intérêt de l'A.T.B au 31 décembre 2016: 41,14%) (**)
<b>A.F.C</b>	Entreprise associée de l'A.T.B et ayant des dirigeants communs avec l'A.T.L (% d'intérêt de l'A.T.B au 31 décembre 2016 : 30,00%) (**)
<b>SANADETT SICAV (*)</b>	Entreprise associée de l'A.T.B et ayant des dirigeants communs avec l'A.T.L (% d'intérêt de l'A.T.B au 31 décembre 2016 : 4,59%) (**)
<b>S.I.C.A.R INVEST</b>	Filiale de la B.N.A et ayant des dirigeants communs avec l'A.T.L (% d'intérêt de la B.N.A au 31 décembre 2016 : 84,35%) (***)
<b>B.N.A CAPITAUX</b>	Filiale de la B.N.A et ayant des dirigeants communs avec l'A.T.L (% d'intérêt de la B.N.A au 31 décembre 2016 : 99,08%) (***)

(\*) OPCVM dont le gestionnaire est l'A.F.C et le dépositaire est l'A.T.B.

(\*\*) Selon les derniers états financiers consolidés publiés du groupe A.T.B.

(\*\*\*) Selon les derniers états financiers consolidés publiés du groupe B.N.A.

### 42.2. Flux de transactions avec les parties liées :

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2017, certaines transactions ont été conclues par l'A.T.L avec les parties liées sus-indiquées. Le détail de ces opérations est récapitulé dans le tableau suivant :

Opérations de l'exercice	ATB	BNA	ATD SICAR	SICAR INVEST	AFC	BNA CAPITAUX	SANADETT SICAV	ENNAKL
Commissions de placement de l'emprunt ATL 2017/1 (*)	-	-	-	-	143 100	198 000	-	-
Commissions d'étude et de mise en place de crédits bancaires à moyen terme (*)	15 000	15 000	-	-	-	-	-	-
Commission de garantie	(5 431)	-	-	-	-	-	-	-
Commissions sur tenue des registres de valeurs mobilières	-	-	-	-	-	(6 000)	-	-
Commissions de gestion des fonds à capital risque	-	-	(55 327)	(30 726)	-	-	-	-
Commissions sur opérations bancaires	(2 357)	(1 670)	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur découverts bancaires	(21 438)	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts perçus sur comptes courants bancaires	20 402	11 929	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur emprunts obligataires	(2 335 756)	(522 128)	-	-	-	-	(422 691)	-
Intérêts intercalaires sur emprunts obligataires	(29 836)	(19 444)	-	-	-	-	(968)	-
Intérêts sur crédits bancaires à moyen terme	(35 650)	(307 719)	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur billets de trésorerie	-	-	-	-	-	-	(73 823)	-
Acquisition de biens donnés en leasing/contrats mis en force	-	-	-	-	-	-	-	(8 625 427)

(\*) Inscrites en charges reportées dont 24 901 DT rapportés au résultat de la période close le 30/06/2017.

### 42. 3. Encours des opérations réalisées avec les parties liées :

L'encours des opérations réalisées avec les parties liées se présente au 30 juin 2017 comme suit :

Soldes à la fin de l'exercice	ATB	BNA	ATD SICAR	SICAR INVEST	AFC	BNA CAPITAUX	SANADETT SICAV	ENNAKL
Échéances à plus d'un an sur emprunts obligataires	(16 354 895)	(11 956 968)	-	-	-	-	(7 198 473)	-
Échéances à moins d'un an sur emprunts obligataires	(3 929 293)	(2 473 132)	-	-	-	-	(3 747 127)	-
Intérêts courus et non échus sur emprunts obligataires	(329 418)	(510 035)	-	-	-	-	(282 289)	-
Commissions de gestion de fonds à capital risque, à payer	-	-	(55 327)	(30 726)	-	-	-	-
Fournisseurs de biens donnés en leasing	-	-	-	-	-	-	-	(272 896)
Effets à payer sur biens donnés en leasing	-	-	-	-	-	-	-	(2 271 726)
Solde net des comptes de trésorerie	11 826 363	3 093 396	-	-	-	285	-	-

#### **Note 43. Eventualités :**

1. La société ATL a subi, du 13 mars au 18 juin 2017, un contrôle social approfondi mené par les services compétents de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 décembre 2016.

La notification des résultats de la vérification parvenue à la société le 19 juin et le 1<sup>er</sup> août 2017, fait état d'un redressement des cotisations dues au titre du régime légal, du régime complémentaire et du régime de réparation des préjudices résultant des accidents de travail de **552.880 DT** outre les pénalités de retard.

La société ATL s'est opposée aux principaux chefs de redressement évoqués par les services de contrôle de la CNSS.

Pour tenir compte des risques inhérents à cette situation, une provision a été constituée pour la somme de **130.000DT**.

A la date d'arrêté des états financiers intermédiaires au titre de la période de six mois close le 30 juin 2017, cette affaire n'a pas encore connu un dénouement définitif.

2. Une société de recouvrement de créances mandatée par l'ATL, depuis 2008, pour procéder au recouvrement d'un lot de créances radiées a enclenché en date du 10 avril 2017 une procédure arbitrale auprès du Centre de Conciliation et d'Arbitrage de Tunis suite à un litige opposant les deux parties au sujet des modalités de rémunération de la première. Outre le paiement d'un solde arrêté par expertise judiciaire à 18.801 DT, la société de recouvrement réclame d'autres sommes, contestées sur le fond par l'ATL, au titre de divers frais, commissions, honoraires, pénalités de retard et indemnités.

L'issue finale de cette procédure arbitrale ne peut actuellement être anticipée et, de ce fait, aucune provision pour risque n'a été constituée.

#### **Note 44. Engagements hors bilan :**

##### **44.1. Autres engagements donnés :**

Sous cet intitulé figurent le principal à échoir et les intérêts à courir au titre des tirages imputés sur les lignes BIRD et BAD. Leur détail se présente comme suit :

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2017	2016	2016
Principal à échoir sur emprunts extérieurs	16 379 900	18 205 121	17 292 510
Intérêts à courir sur emprunts extérieurs	3 733 868	4 565 831	4 169 224
<b>Total</b>	<b>20 113 768</b>	<b>22 770 952</b>	<b>21 461 734</b>

##### **44.1. Garanties reçues d'établissements bancaires :**

Sous cet intitulé figurent les autorisations irrévocables et confirmées données en faveur de la BCT, sur ordre et pour le compte de l'ATL, par deux banques de la place en vue de débiter leurs comptes ouverts chez la Banque Centrale du montant exigible au titre des emprunts extérieurs susvisés.

#### **Note 45. Evénements postérieurs à la clôture :**

Les présents états financiers intermédiaires ont été autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 22 août 2017. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

#### **4.3.6. Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017**

- **Note sur l'effet des changements, le cas échéant, dans la structure de l'entreprise pendant la période intermédiaire, y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC 19 relative aux états financiers intermédiaires :**

Aucun changement dans la structure de ATL, y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité n'a eu lieu pendant la période intermédiaire.

- **Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture des états financiers jusqu'à la date d'aujourd'hui :**

Jusqu'au 24/11/2017, aucun événement postérieur à la date d'arrêté des états financiers n'est survenu impactant significativement les états financiers arrêtés au 30/06/2017.

#### **4.3.7. Notes explicatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017**

- **Note explicative de la note 7.2 « Analyse et classification des créances sur la clientèle » expliquant les raisons de la dégradation du ratio de couverture des actifs non performants par les provisions et les agios réservés de 73,44% au 31/12/2016 à 57,24% au 30/06/2017 :**

Le ratio de couverture s'est dégradé au 30/06/2017 par rapport au 31/12/2016 à cause du changement de la répartition de la masse des créances classées par classe. L'augmentation de la part dans les engagements classés des créances de la classe 2 dont le risque net est couvert à 20% est à l'origine de cette dégradation.

- **Note explicative de la note 43 « Eventualités » :**

##### **a. Contrôle approfondi de la CNSS**

Suite au contrôle approfondi effectué par le bureau régional de la CNSS portant sur les années 2014-2015 et 2016, une notification des résultats a été parvenue le 19/06/2017. Selon ces résultats, l'ATL est redevable de cotisations complémentaires à hauteur de 567 mille Dinars outre les pénalités de retard qui seront arrêtées lors de la régularisation. Cette notification a fait l'objet de deux oppositions par l'ATL soulignant l'interprétation des textes légaux applicables, la première en date du 23/06/2017, et la seconde en date du 17/08/2017.

En date du 13/10/2017 une mise en demeure a été adressée à l'ATL pour payer l'insuffisance de déclaration dans un délai de 15 jours et à défaut la CNSS procédera à une taxation d'office susceptible d'appel avec demande de suspension d'exécution. Suite à cela, la société a opté pour une action en justice pour défendre ses droits, car la position de la CNSS ne repose sur aucun texte légal.

A titre de précaution, la société a provisionné le montant du litige à hauteur de 130 mille Dinars.

##### **b. Affaire d'arbitrage de la société de recouvrement ADR:**

L'affaire actuelle est introduite par la partie adverse après radiation de la première à sa demande (il n'a pas accepté la nomination du président du collège arbitral). Il a introduit une nouvelle affaire. Et après constitution du collège arbitral, ADR n'a pas accepté de payer sa quotepart des frais d'arbitrage. Suite à cela, le dit collège a démissionné.

Actuellement, on est au stade de constitution d'un nouveau collège arbitral.

Toutes ces manœuvres dilatoires ont été initiées par la société demanderesse ADR.

### 4.3.8. Notes rectificatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2017

- Note rectificative de la note 8.1 « Portefeuille d'investissement » :

Le portefeuille investissement net des provisions corrélatives s'élève, au 30 juin 2017, à 15.309.015 DT. Il se détaille comme suit :

DESIGNATION	Nombre de titres	Valeur nominale	Coût unitaire	% part	Montant brut	Provisions	Montant net
<b>PARTICIPATIONS DIRECTES</b>					<b>8 283 862</b>	<b>-238 711</b>	<b>8 045 150</b>
ARABE TUNISIAN INVEST -SICAF	20 000	5	8,303	1,73%	166 055	-45 613	120 442
SARI	9 900	100	115,531	30,00%	1 143 756	-	1 143 756
PHENICIA SEED FUIND	500	848	848,101	5,04%	424 051	-141 730	282 321
PHENICIA FUND	500	1 000	1 000	8,88%	500 000	-1 368	498 632
SENEB SICAR	500	100	100	10,00%	50 000	-50 000	-
UNIFATOR	340 000	5	5	11,33%	1 700 000	-	1 700 000
SICAR INVEST	30 000	10	10	3,75%	300 000	-	300 000
CLINIQUE INTERNATIONNALE LES PINS	100 000	10	10	6,71%	1 000 000	-	1 000 000
POLYCLINIQUE SYPHAX	10 000	10	10	9,15%	1 000 000	-	1 000 000
BRIQUETERIE DJBEL OUEST	20 000	100	100	5,23%	2 000 000	-	2 000 000
<b>PARTICIPATIONS EN PRTAGE</b>					<b>217 244</b>	<b>-217 244</b>	<b>-</b>
SOCIETE NOUR EL KANTAOUI	1 518	100	100	-	151 800	-151 800	-
SOCIETE DINDY	16 000	10	10	-	65 444	-65 444	-
<b>FONDS CONFIES EN GESTION POUR COMPTE:<sup>(*)</sup></b>					<b>10 511 976</b>	<b>-3 328 111</b>	<b>7 183 865</b>
FG1 SICAR INVEST	-	-	-	-	-	-	-
FG2 SICAR INVEST	-	-	-	-	133 200	-	133 200
FG3 SICAR INVEST	-	-	-	-	2 000 000	-250 000	1 750 000
FG1 ATD SICAR	-	-	-	-	-	-	-
FG2ATD SICAR	-	-	-	-	319 370	-	319 370
FG3 ATD SICAR	-	-	-	-	460 000	-303 750	156 250
FG4 ATD SICAR	-	-	-	-	1 500 006	-1 016 037	483 969
FG5 ATD SICAR	-	-	-	-	3 021 900	-1 488 915	1 532 985
FG6 ATD SICAR	-	-	-	-	3 077 500	-269 409	2 808 091
<b>OBLIGATIONS</b>					<b>80 000</b>	<b>-</b>	<b>80 000</b>
EMPRUNT NATIONAL 2014 (Catégorie B)	1 000	10			80 000	-	80 000
<b>TOTAL EN DT</b>					<b>19 093 082</b>	<b>-3 784 067</b>	<b>15 309 015</b>

(\*) Les emplois et les ressources des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte chez SICAR INVEST et ATD SICAR totalisent, au 30 juin 2017, la somme de 10.637.782 DT et se présentent comme suit :

Année de libération:	SICAR INVEST		ATD SICAR					Total au 30/06/2017
	FG 2 2008	FG 3 2012	FG 2 2007	FG 3 2008	FG 4 2009	FG 5 2010	FG 6 2011	
<b>Emplois sur fonds à capital risque</b>								
Participations en rétrocession	24 410	1 900 000	319 370	460 000	500 000	3 021 900	3 077 500	<b>9 303 180</b>
Autres participations ciblées	-	-	-	-	1 000 006	-	-	<b>1 000 006</b>
Placements	191 872	130 896	-	976	-	-	2 063	<b>325 807</b>
Débiteurs divers	7 500	-	-	-	-	-	-	<b>7 500</b>
Disponibilités en Banques	423	535	-	122	-	31	177	<b>1 289</b>
<b>Total des emplois</b>	<b>224 206</b>	<b>2 031 431</b>	<b>319 370</b>	<b>461 098</b>	<b>1 500 006</b>	<b>3 021 931</b>	<b>3 079 740</b>	<b>10 637 782</b>
<b>Ressources des fonds à capital risque</b>								
Dotations remboursables	133 200	2 000 000	319 370	460 000	1 500 006	3 021 900	3 077 500	<b>10 511 976</b>
Excédents antérieurs en instance de virement	73 245	110	-	-	(154)	-	-	<b>73 201</b>
<b>Excédent de la période</b>	<b>15 902</b>	<b>31 321</b>	<b>(6)</b>	<b>1 098</b>	<b>(89)</b>	<b>31</b>	<b>2 240</b>	<b>50 499</b>
Créditeurs divers	1 858	-	-	-	-	-	-	<b>1 858</b>
Découverts bancaires	-	-	6	-	242	-	-	<b>248</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>224 206</b>	<b>2 031 431</b>	<b>319 370</b>	<b>461 098</b>	<b>1 500 006</b>	<b>3 021 931</b>	<b>3 079 740</b>	<b>10 637 782</b>

(a) = Fonds à capital risque confiés en gestion pour compte / (b) + (c) = Produits à recevoir sur fonds à capital risque

L'origine de l'excédent des produits sur les charges, réalisé par fonds, au titre de la période close le 30 juin 2017 se détaille comme suit :

+ Plus-values de rétrocession	8 103	26 000	-	-	-	-	-	<b>34 103</b>
+ Produits nets des placements	7 801	5 376	-	1 098	-	47	2 257	<b>16 579</b>
+ <i>Dividendes</i>	7 801	5 376	-	38	-	-	79	<b>13 294</b>
+ <i>Intérêts</i>	-	-	-	-	-	-	35	<b>35</b>
+ <i>Plus-values de cession</i>	-	-	-	1 060	-	47	2 143	<b>3 250</b>
- Services bancaires & assimilés	(1)	(54)	(6)	-	(89)	(16)	(17)	<b>(183)</b>
<b><i>Excédent de la période</i></b>	<b>15 902</b>	<b>31 321</b>	<b>(6)</b>	<b>1 098</b>	<b>(89)</b>	<b>31</b>	<b>2 240</b>	<b>50 499</b>

#### 4.3.9. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2017



Société inscrite à FOECT  
Membre de CPA International  
9, Place Ibn Hafâ, Mutuelle ville  
1002 Tunis – Tunisie  
Tél. : 00 216 71 282 730  
Fax. : 00 216 71 289 827  
E-mail : [gac.audit@gnet.tn](mailto:gac.audit@gnet.tn)



Société d'expertise comptable  
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie  
22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2087 Ariana  
Tél : 71 230 666 / Fax : 71 234 215  
E-mail : [nej.tao@planet.tn](mailto:nej.tao@planet.tn)

#### RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2017

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES  
DE L'ARAB TUNISIAN LEASE (ATL)**

##### *Introduction :*

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers ci-joints de l'Arab Tunisian Lease (ATL), comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan au 30 juin 2017, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

##### *Etendue de l'examen :*

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et par conséquent, il ne nous permet pas d'obtenir une assurance que nous nous rendions compte d'éléments significatifs qui pourraient être relevés par un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

##### *Conclusion :*

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints de l'Arab Tunisian Lease (ATL) arrêtés au 30 juin 2017, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

**Paragraphe d'observation :**

Nous attirons l'attention sur la Note 43 aux états financiers qui décrit deux éventualités dont l'issue finale ne peut actuellement être anticipée (contrôle social approfondi et procédure arbitrale enclenchée à l'encontre de l'ATL par une société de recouvrement). Cette note indique qu'une provision pour risques de 130.000 DT a été constituée à l'égard de la première et qu'aucune provision de même nature n'a été constituée à l'égard de la seconde.

Notre conclusion ne comporte pas de réserves concernant cette question.

Tunis, le 23 août 2017

**Les Commissaires aux Comptes**

**G.A.C - CPA International**

**Chiheb GHANMI**



**F.A.C**

**Mohamed Neji HERGLI**



#### 4.4. Les engagements financiers au 30 juin 2017

(en Dinars)

Type d'engagements	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
<b>1- Engagements donnés</b>						
a) garanties personnelles						
* Cautionnement						
* Aval	20 113 768	Banques				
* Autres garanties	12 806 272	Clients				
b) Garanties réelles						
* Hypothèques						
* Nantissements (effets)						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exportation mobilisés						
e) Abandon de créances						
f) Engagements sur titre non libéré						
g) Engagement par signature						
<b>Total</b>	<b>32 920 040</b>					
<b>2- Engagements reçus</b>						
a) garanties personnelles						
* Cautionnement						
* Aval	20 113 768	Banques				
* Autres garanties (dépôts affectés)						
b) Garanties réelles						
* Hypothèques	10 241 507	Clients				
* Nantissements						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exportation mobilisées						
e) Engagements sur intérêts à échoir sur contrats actifs	95 460 123	Clients				
<b>Total</b>	<b>125 815 397</b>					
<b>3- Engagements réciproques</b>						
* Emprunts obtenus non encore encaissés						
* Crédit consenti non encore versé	23 689 384	Clients				
* Opération de portage	217 244	Investisseurs				
* Crédit documentaire						
* Commande d'immobilisation						
* Commande de longue durée						
* Contrats avec le personnel prévoyant des supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
<b>Total</b>	<b>23 906 628</b>					

#### 4.5. Encours des emprunts émis par l'ATL au 30/06/2017

- Emprunts obligataires au 30/06/2017 :

(mD)

Emprunt	Encours au 30/06/2017	Taux d'intérêt	Type d'amortissement (annuel constant, in fine)	Date première échéance	Date dernière échéance
EOS ATL2008-1	400	7,00%	annuel constant, 10 ans, 5 ans grâce	22/08/2014	22/08/2018
EOS ATL 2008-2	5 600	TMM+1,5%	annuel constant, 10 ans, 5 ans grâce	22/08/2014	22/08/2018
EO ATL 2010-2-1	5 190	5,50%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	30/12/2013	30/12/2017
EO ATL 2010-2-2	1 810	TMM+1%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	30/12/2013	30/12/2017
EO ATL 2011	12 000	6,25%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	13/02/2015	13/02/2019
EO ATL 2013-1-1	17 880	6,80%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	22/04/2016	22/04/2020
EO ATL 2013-1-2	120	TMM+1,9%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	22/04/2016	22/04/2020
EO ATL 2013-2-1	20 800	7,20%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	15/11/2016	15/11/2020
EO ATL 2013-2-2	8 000	TMM+1,9%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	15/11/2016	15/11/2020
EO ATL 2014-1	8 000	7,30%	annuel constant, 5 ans	17/03/2015	17/03/2019
EO ATL 2014-2-1	2 628	7,20%	annuel constant, 5 ans	19/05/2015	19/05/2019
EO ATL 2014-2-2	1 600	TMM +1,9%	annuel constant, 5 ans	19/05/2015	19/05/2019
EO ATL 2014-2-3	7 544	7,35%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	19/05/2017	19/05/2021
EO ATL 2014-3-1	11 952	7,60%	annuel constant, 5 ans	09/02/2016	09/02/2020
EO ATL 2014-3-3	20 080	7,80%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	09/02/2018	09/02/2022
EO ATL 2015-1-1	2 000	7,65%	annuel constant, 5 ans	13/07/2016	13/07/2020
EO ATL 2015-1-2	4 800	TMM +2,3%	annuel constant, 5 ans	13/07/2016	13/07/2020
EO ATL 2015-1-3	31 500	7,85%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	13/07/2018	13/07/2022
EO ATL 2015-2-1	8 960	7,50%	annuel constant, 5 ans	25/02/2017	25/02/2021
EO ATL 2015-2-2	2 280	TMM +2,35%	annuel constant, 5 ans	25/02/2017	25/02/2021
EO ATL 2015-2-3	25 950	7,75%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	25/02/2019	25/02/2023
EO ATL 2016-1-1	7 440	7,50%	annuel constant, 5 ans	27/06/2017	27/06/2021
EO ATL 2016-1-3	20 700	7,75%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	27/06/2019	27/06/2023
EO ATL 2017-1-1	10 454	7,55%	annuel constant, 5 ans	15/03/2018	15/03/2022
EO ATL 2017-1-2	5 000	TMM+2,35%	annuel constant, 5 ans	15/03/2018	15/03/2022
EO ATL 2017-1-3	34 546	7,80%	annuel constant, 7 ans, 2 ans grâce	15/03/2020	15/03/2024
<b>Total</b>	<b>277 234</b>				

- Emprunts bancaires au 30/06/2017 :

(mD)

Libellé	Taux	Amortissement	Date première échéance	Date dernière échéance	Encours au 30/06/2017
ABC	TMM + 2	Crédit à court terme	17/04/2017	17/07/2017	4 000
ABC	TMM + 2	Crédit à court terme	14/06/2017	14/12/2017	5 000
ZITOUNA 11-04	6,75%	Crédit à court terme	17/04/2017	17/07/2017	5 000
ZITOUNA 15-04	6,75%	Crédit à court terme	19/04/2017	19/07/2017	5 000
BARAKA BANK 18-5	TMM + 2,75%	Crédit à court terme	18/05/2017	18/08/2017	3 000
BARAKA BANK 6-6	TMM + 2,75%	Crédit à court terme	06/06/2017	06/09/2017	5 000
BARAKA BANK 12-6	TMM + 2,75%	Crédit à court terme	12/06/2017	12/09/2017	5 000
BARAKA BANK 1 an 8-7	6,46%	Crédit à court terme	08/07/2016	08/07/2017	5 000
BARAKA BANK 1 an 19-8	6,46%	Crédit à court terme	19/08/2016	19/08/2017	5 000
BARAKA BANK CMT	6,3%	semestriel constant, 3 ans	15/03/2017	15/09/2019	4 230
BNA	TMM + 2,3%	Trimestriel constant, 5 ans	31/05/2017	31/05/2022	14 250
ATB	TMM + 2,5	semestriel constant, 5 ans	31/05/2017	31/05/2022	6 000
Attijari Leasing 2015	9%	mensuel, annuité constante, 3 ans	20/03/2015	20/03/2018	6
Tunisie Leasing 2016	9%	mensuel, annuité constante, 3 ans	25/03/2016	25/03/2019	314
<b>Total</b>					<b>66 800</b>

- Emprunts extérieurs au 30/06/2017 :

(mD)

Libellé	Taux	Amortissement	Date première échéance	Date dernière échéance	Encours au 30/06/2017
BAD 2013	4,7%	semestriel constant, 10 ans, 3 ans grâce	15/11/2013	15/05/2023	4 094
BIRD 2013	4,1%	semestriel constant, 10 ans, 3 ans grâce	15/05/2013	15/11/2022	6 286
BIRD 2015	TMM + 1,75%	semestriel constant, 10 ans, 3 ans grâce	15/01/2016	15/07/2027	4 006
BIRD 2016	6,0%	semestriel constant, 12 ans, 3 ans grâce	15/07/2016	15/01/2028	1 994
SANAD 2015	3,8%	semestriel constant, 5 ans	05/04/2016	05/10/2020	8 571
SANAD 2017	3,5%	semestriel constant, 5 ans	05/07/2018	05/07/2022	29 028
GREEN FOR GROWTH fund	3,45%	semestriel constant, 7 ans, 2 ans grâce	15/06/2019	15/09/2024	19 428
BEI	0,255%	semestriel constant, 7 ans	16/12/2017	16/06/2024	34 921
<b>Total</b>					<b>108 328</b>

#### 4.6. Structure des souscripteurs par catégorie à l'emprunt obligataire Subordonné « ATL Subordonné 2017 »

	Nombre de souscripteurs	Nombre d'obligations	Montant souscrit (en Dinars)	Pourcentage
SICAV	13	135 500	13 550 000	67,8%
Assurances	3	29 000	2 900 000	14,5%
Banques	1	10 000	1 000 000	5,0%
FCP	5	25 500	2 550 000	12,8%
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>200 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>100%</b>

#### 4.7. Soldes intermédiaires de gestion comparés au 30/06/2017

(en Dinars)											
Produits	Solde au 30/06/2017	Solde au 30/06/2016	Solde au 31/12/2016	Charges	Solde au 30/06/2017	Solde au 30/06/2016	Solde au 31/12/2016	Soldes	Solde au 30/06/2017	Solde au 30/06/2016	Solde au 31/12/2016
Revenus de Leasing	26 162 174	22 790 072	47 057 129	Charges financières nettes	-14 871 816	-12 905 001	-26 896 562				
Intérêts de retard	1 069 311	1 132 753	2 301 932								
Variation des produits réservés	-1 190 978	-455 002	-269 324								
Autres produits sur opérations de leasing	1 050 689	790 309	1 664 558								
Autres produits d'exploitation	284 229	173 098	300 406								
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>27 375 425</b>	<b>24 431 230</b>	<b>51 054 700</b>	<b>Total des charges nettes financières</b>	<b>-14 871 816</b>	<b>-12 905 001</b>	<b>-26 896 562</b>	<b>Marge commerciale</b>	<b>12 503 609</b>	<b>11 526 229</b>	<b>24 158 138</b>
Marges commerciale (PNB)	12 503 609	11 526 229	24 158 138	Charges de personnel	-3 186 709	-2 492 897	-5 295 612				
Produits des placements	258 853	353 489	482 381	Autres charges d'exploitation	-1 577 067	-1 500 270	-2 995 155				
<b>Sous Total</b>	<b>12 762 462</b>	<b>11 879 718</b>	<b>24 640 519</b>	<b>Sous Total</b>	<b>-4 763 776</b>	<b>-3 993 167</b>	<b>-8 290 767</b>	<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>7 998 686</b>	<b>7 886 551</b>	<b>16 349 752</b>
Excédent Brut d'Exploitation	7 998 686	7 886 551	16 349 752	Dotations aux amortissements	-293 225	-199 777	-470 544				
Reprise sur provisions sur créances	3 113 441	2 746 978	4 311 892	Dotations aux provisions sur créances	-6 351 858	-5 898 984	-6 963 479				
Reprise sur provisions sur titres	333 052		55 840	Dotations aux provisions sur titres	-135 779	-288 397	-1 274 048				
Reprise sur provisions sur risques divers	919	1 023	3 514	Dotations aux provisions sur risques divers	-24 015		-12 215				
Reprise de provisions suite à la radiation de créances	61 079	75 000	75 000	Dotations aux provisions sur risques et charges	-130 000						
Autres gains ordinaires	107 563	192 683	349 369	Autres pertes ordinaires	-5 831	-21 907	-22 995				
				Impôt sur les sociétés	-1 621 889	-1 559 130	-3 370 588				
<b>Sous total</b>	<b>11 614 740</b>	<b>10 902 235</b>	<b>21 145 367</b>	<b>Sous Total</b>	<b>-8 562 597</b>	<b>-7 968 195</b>	<b>-12 113 869</b>	<b>Résultat des activités ordinaires</b>	<b>3 052 143</b>	<b>2 934 041</b>	<b>9 031 498</b>
Résultat des activités ordinaires après impôt	3 052 143	2 934 041	9 031 498	Résultat négatif des activités ordinaires	-	-	-				
Gains extraordinaires	-	-	-	Pertes extraordinaires	0	0	-1 022 269				
Effet positif de modification comptable	-	-	-	Effet négatif de modification	-	-	-				
<b>Total</b>	<b>3 052 143</b>	<b>2 934 041</b>	<b>9 031 498</b>	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 022 269</b>	<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>3 052 143</b>	<b>2 934 041</b>	<b>8 009 229</b>

#### 4.8. Tableau de mouvement des capitaux propres au 30/06/2017

*(en Dinars)*

	Capital social	Prime d'émission	Réserves légales	Réserves pour réinvestissements exonérés	Réserves pour fonds social	Réserves extraordinaires	Résultats Reportés	Résultat de la période	Total
<b>Solde au 31/12/2016</b>	<b>25 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>15 545 183</b>	<b>1 507 474</b>	<b>5 000 000</b>	<b>1 884 533</b>	<b>8 009 229</b>	<b>76 446 418</b>
Réaffectation de réserves en résultats reportés				-1 392 900			1 392 900		0
Affectation du résultat de l'exercice 2016				4 000 000		1 000 000	-2 990 771	-2 009 229	0
Dividendes de 2016								-6 000 000	-6 000 000
Résultat net au 30/06/2017								3 052 143	3 052 143
<b>Solde au 30/06/2017</b>	<b>25 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>18 152 283</b>	<b>1 507 474</b>	<b>6 000 000</b>	<b>286 662</b>	<b>3 052 143</b>	<b>73 498 562</b>

#### 4.9. Evolution des produits nets et du résultat d'exploitation

(en Dinars)	juin-17	juin-16	déc-16
Revenus de Leasing	26 040 507	23 467 823	49 089 737
Produits nets de leasing	12 478 233	11 706 620	24 340 113
Résultat d'exploitation	4 572 301	4 322 395	12 075 712
Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Nombre d'actions	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Résultat d'exploitation par action	0,183	0,173	0,483
Produits nets par action	0,499	0,468	0,974

#### 4.10. Evolution du bénéfice net

	juin-17	juin-16	déc-16
Bénéfice avant impôt (en Dinars)	4 674 033	4 493 171	12 402 086
Bénéfice net d'impôt (en Dinars)	3 052 143	2 934 041	8 009 229
Capital social (en Dinars)	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Nombre d'actions	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Bénéfice par action avant impôt (en Dinars)	0,187	0,180	0,496
Bénéfice par action net d'impôt (en Dinars)	0,122	0,117	0,320
Bénéfice avant impôt / Capital social	18,7%	18,0%	49,6%
Bénéfice net d'impôt / Capital social	12,2%	11,7%	32,0%

#### 4.11. Evolution de la marge brute d'autofinancement

(en Dinars)	juin-17	juin-16	déc-16
Bénéfice net	3 052 143	2 934 041	8 009 229
Dotations aux amortissements et aux résorptions	293 225	199 777	470 544
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	3 330 433	3 075 982	2 585 288
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres	-197 273	288 397	1 218 208
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>6 478 528</b>	<b>6 498 197</b>	<b>12 283 269</b>

## 4.12. Indicateurs de gestion et Ratios

### - Indicateurs de gestion

(en Dinars)	juin-17	juin-16	déc-16
Résultat net de la période	3 052 143	2 934 041	8 009 229
Créances issues d'opérations de leasing + Placements à long terme	556 266 691	496 590 608	510 878 380
Fonds propres (avant résultat net)	70 446 419	68 437 189	68 437 189
Capitaux propres avant affectation	73 498 562	71 371 230	76 446 418
Créances issues d'opérations de leasing	540 833 842	483 468 396	496 698 324
Engagements (bilans et hors bilans)	602 536 564	536 975 492	558 987 752
Créances classées	57 452 686	44 767 461	38 747 932
Produits réservés	4 308 267	3 302 967	3 117 290
Total Provisions clients (y compris provisions collectives)	31 658 575	28 920 577	28 420 158
Emprunts et ressources spéciales	462 939 796	395 601 645	413 755 762
Charges financières	14 871 816	12 905 001	26 896 562
Charges du personnel	3 186 709	2 492 897	5 295 612
Autres charges d'exploitation	1 577 067	1 500 270	2 995 155
Dotations aux amortissements des valeurs mobilisées	293 225	199 777	470 544
Total charges d'exploitation*	5 057 001	4 192 944	8 761 311
Produits nets de leasing	12 478 233	11 706 620	24 340 113
Total brut des créances	566 040 908	507 838 738	525 021 794
Total bilan	593 990 027	515 602 500	532 509 448
Total des produits de Leasing	27 091 196	24 258 133	50 754 294
Dettes envers la clientèle	10 759 776	7 853 202	3 213 978
Placements à long terme	15 432 849	13 122 212	14 180 056

(\* ) Charges du personnel + autres charges d'exploitation + dotation aux amortissements des valeurs mobilisées

### - Ratios propres aux sociétés de leasing

	juin-17	juin-16	déc-16
Fonds propres / Engagements	11,7%	12,7%	12,2%
Taux de créances classées	10,1%	8,8%	7,4%
Ratio de couverture des créances classées	57,2%	65,1%	73,4%
Créances classées / (Créances issues d'opérations de leasing + Placements à long terme)	10,3%	9,0%	7,6%
Ratio des fonds propres selon la circulaire 91-24 de la BCT	12,21%	15,47%	13,25%

### - Ratios de structure

	juin-17	juin-16	déc-16
Total des capitaux propres après résultat/Total Bilan	12,4%	13,8%	14,4%
Emprunts et ressources spéciales/Total Bilan	77,9%	76,7%	77,7%
Créances issues d'opérations de leasing/Total Bilan	91,1%	93,8%	93,3%
Emprunts et ressources spéciales + Dettes envers la clientèle/ Créances issues d'opérations de leasing	87,6%	83,5%	83,9%

- **Ratios de gestion**

	juin-17	juin-16	déc-16
Charges du personnel / Produits nets	25,5%	21,3%	21,8%
Produits nets / Fonds propres avant résultat net	17,7%	17,1%	35,6%
Coefficient d'exploitation (Total charges d'exploitation / Produits nets)	40,5%	35,8%	36,0%

- **Ratios de rentabilité**

	juin-17	juin-16	déc-16
ROE (Résultat net / Fonds propres avant résultat net)	4,3%	4,3%	11,7%
ROA (Résultat net / Total bilan)	0,5%	0,6%	1,5%
Résultat net / Produits nets	24,5%	25,1%	32,9%
Total produits de Leasing / Créances issues d'opérations de leasing	5,0%	5,0%	10,2%
Produits nets / Total Bilan	2,1%	2,3%	4,6%

### 4.13. Comportement boursier de l'action ATL

Depuis le début de l'année 2017, le titre ATL a oscillé entre 2,840D et 3,360D avec des quantités traitées de 823 249, soit un taux de rotation de 3,3%. Le titre ATL a affiché une performance boursière de 8,3% depuis le début de 2017.

	2016	15/11/2017
Nombre de titres admis	25 000 000	25 000 000
Cours fin de période	3,010	3,020
Capitalisation boursière	75 250 000	75 500 000
Nombre de titres traités	1 324 764	823 249
Rendement de la période	10,5%	8,3%
Valeur comptable nette	3,058	-
Cours plus haut	3,230	3,360
Cours plus bas	2,760	2,840
Bénéfice par action	0,320	-
Dividende par action	0,240	-
Date de distribution	05/06/2017	-
PER	9,4	7,2*
Dividend Yield	8,0%	7,9%
Taux de rotation	5,20%	3,3%

\* Sur la bas des prévisions de 2017

#### Evolution du cours de l'ATL depuis le début de 2017



## **Chapitre 5 : ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES**

L'ATL atteste qu'aucune information nouvelle relative au présent chapitre n'est intervenue depuis la date d'enregistrement du document de référence « ATL 2017 » enregistré par le CMF le 30/06/2017 sous le n°17-002.

## Chapitre 6 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

### 6.1. Evolution récente

L'ATL affiche au terme des neuf premiers mois de 2017, une progression de 23,9% de ses approbations à 289,1MD contre 233,4 MD à la même date en 2016. Cette progression a été essentiellement boostée par les secteurs des Services, de l'Industrie et du Tourisme.

Les mises en force de la société se sont accrues de 23,4% à fin septembre 2017 pour atteindre 264MD contre 214 MD au terme du même mois en 2016.

Le total des engagements a progressé de 20,9% à 611,9MD contre 506,1 MD à la même date de 2016, avec une hausse de 19,8% des engagements courants à 560MD et de 34,1% des engagements classés à 52MD.

Au 30 septembre 2017, le Produit Net de l'ATL a enregistré une hausse de 9,7% pour s'établir à 19,4MD contre 17,7MD au 30/09/2016.

### 6.2. Analyse des performances réalisées au 30/09/2017 par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2017

La confrontation des réalisations du 3ème trimestre de l'exercice 2017 reflétées par les indicateurs d'activité arrêtés au 30/09/2017 avec les prévisions établies pour l'année 2017 publiées au niveau du Document de référence « ATL 2017 » fait ressortir les pourcentages de réalisations suivants :

(en mD)	Indicateurs d'activité au 30/09/2017	Prévisions de l'année 2017	Pourcentage de réalisation
Mises en force	264 033	295 000	89,5%
Revenus nets de leasing	40 329	59 223	68,1%
Produits nets de leasing	19 380	28 833	67,2%
Total des charges d'exploitation	7 476	9 665	77,4%
Total des engagements	611 945	596 410	102,6%

Comme l'indique le tableau ci-dessus, ATL demeure en ligne avec ses prévisions relatives à l'exercice 2017. En effet, la société a réalisé, au 30/09/2017, 89,5% de ses prévisions de mises en force et 67,2% des produits nets de leasing prévus pour l'exercice 2017.